

REGARD

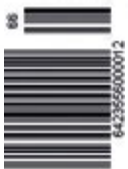
REVUE FRANCOPHONE DE ROUMANIE

www.regard.ro

Silence Delta...



Regard 66
15 juillet - 15 octobre 2014
12 lei





Apa Nova redonne la beauté
aux fontaines de Bucarest!



Regard 66 15 juillet - 15 octobre 2014

MOTS DOUX

Il y a quelque temps, j'ai rédigé un petit éditorial sur le besoin d'écrire, devenu exacerbé, encouragé par toutes ces nouvelles plateformes d'expression, les mails, sms, réseaux sociaux. Il était intitulé « Arrêtons d'écrire ». Peut-être le sujet m'obsède-t-il un peu, mais de la même façon je ressens – sans en être persuadé, le doute est souvent nécessaire – que nous parlons trop. Si le silence était davantage présent et accepté dans nos conversations, qu'il s'agisse de relations intimes ou de pourparlers diplomatiques, je voudrais me permettre de croire que les mots exprimés seraient plus justes, plus assumés, plus doux aussi. Comme le besoin d'écrire, le besoin de parler est d'abord un souci individuel, qui dans un premier temps ne prend pas en compte l'autre, celui qui va lire, celui qui va écouter. Je n'ai pas assez de place, ni l'autorité suffisante, pour disserter sur le plaisir d'écrire ou de parler. Ce plaisir peut cependant avoir des conséquences désagréables, voire graves. Alors que le silence... Certes, dans certaines situations, ne rien dire est un manque de courage. Parfois, se taire, c'est trahir, voire tuer. Mais le plus souvent, en ne disant rien, en écoutant seulement, ou en ne disant rien ensemble, l'esprit pourra enfin partir, libre. Il s'intéressera au sujet du moment, à celui d'il y a deux jours, trois semaines, quinze ans. Qu'importe. Alors la parole fera éventuellement son apparition, prudemment. Sans doute plus juste, plus assumée, plus douce après un tel voyage.

Laurent Couderc

RENCONTRE

Laura Codruța Kövesi 4

SOCIÉTÉ

Loin du monde 8
Au bord du clivage 12
Une école culte ? 20

A LA UNE

Silence Delta 22

ECONOMIE

Nouvelles vies 46
Plein de colza ? 52
Le souffle court de l'emploi 53

HORS FRONTIÈRES

Léger vent d'ouest 58
Dans son sillage 62
De l'autre côté 66

CULTURE

Seuls avec Mouawad 70
Encore et toujours, restaurer 74
A tout rock 78

Couverture : Sorina Vasilescu

Laura Codruța Kövesi a pris les rênes de la Direction nationale anti-corruption le 15 mai 2013. Sous sa conduite, la DNA a révélé ces derniers mois de nombreuses affaires qui n'épargnent aucun politique, qu'il soit sénateur, député ou ministre. Elle fait ici le point sur son action et l'état de la justice en Roumanie.

ENFIN **traqués**

Regard : Vous êtes procureur en chef de la Direction nationale anti-corruption depuis un peu plus d'un an. Quel bilan tirez-vous des activités de l'institution que vous dirigez ?

Laura Codruța Kövesi : De mon point de vue, il est plutôt positif. Il y a un peu plus d'un an, une nouvelle équipe a été nommée, et les résultats d'aujourd'hui en sont les fruits. Nous continuons ce qui a été mis en place depuis 2005, lors du mandat de Daniel Morar. Plus de 4 000 dossiers ont été enregistrés sur la dernière année, et une part non négligeable de ces investigations vise des personnes aux fonctions très importantes au sein des institutions publiques (voir encadré, ndlr).

Le rythme des ouvertures d'enquête est effectivement impressionnant. Comment expliquez-vous une telle cadence ?

Il est crucial que l'on travaille à un rythme soutenu. Notre efficacité vient du fait que l'on ait enfin réussi à occuper de nombreux postes de procureur, jusqu'à présent vacants. Cependant, le problème n'est pas complètement réglé ; il y a toujours beaucoup de dossiers à traiter et pas assez de procureurs ni de policiers. En un an, 4 000 affaires ont été saisies par 110 procureurs anti-corruption, je vous laisse calculer la

quantité de dossiers à traiter rapportée au nombre de procureurs... Un autre aspect important pour notre institution réside dans la finalité des dossiers ouverts. 93% d'entre eux arrivent à être jugés et se terminent par une condamnation. Les procureurs mènent leurs enquêtes jusqu'au bout.

Comment collaborez-vous avec les autres institutions du pays ?

Nos principaux collaborateurs sont les instances judiciaires et le Conseil supérieur de la magistrature, avec lequel nous avons de bonnes relations institutionnelles. Pour ce qui est du recueil d'informations, nous travaillons beaucoup avec le Service roumain d'informations, et d'autres agences telles l'Agence nationale d'intégrité, avec laquelle nous collaborons lorsque des problèmes d'incompatibilité se posent vis-à-vis de personnes en poste au sein de l'administration publique, ou de conflits d'intérêt. Ou bien lorsque nous avons besoin de vérifier le patrimoine d'un individu sur lequel nous enquêtons.

Etes-vous passée facilement de votre ancien à votre nouveau poste ?

Cela s'est fait naturellement ; la DNA fonctionne dans le cadre du ministère public de la Justice, et l'activité de pro-

cureur est la même indifféremment de la structure dans laquelle on travaille. Et puis j'avais déjà connu la plupart de mes collègues actuels en tant que procureur général. Concernant le volume de travail, il n'est pas aussi lourd qu'avant, notamment sur certains aspects. Les procureurs au sein de la DNA sont expérimentés, ils ne sont pas au début de leur carrière, la collaboration est plus facile. Au sein du Parquet, mes collègues étaient plus jeunes, il fallait leur porter une plus grande attention et du soutien.

« *Le statut de procureur a véritablement évolué à partir du moment où leur indépendance a été inscrite dans la loi en 2005 par Monica Macovei, l'ancienne ministre de la Justice*

Les procureurs sont-ils réellement indépendants ?

En Roumanie, les procureurs ne sont subordonnés à aucune autre autorité. Ceci étant, leur statut a véritablement évolué à partir du moment où leur indépendance a été inscrite dans la loi en 2005 par Monica Macovei, l'ancienne ministre de la Justice. Je crois que la

Affable et détendue, Laura Codruța Kövesi a reçu *Regard* mi-juin dans ses bureaux. « La » dame anti-corruption de Roumanie est procureur depuis dix-neuf ans ; et elle n'avait que 33 ans quand elle est devenue procureur général. Aujourd'hui à la tête de la Direction nationale anti-corruption (DNA), son impartialité et son sérieux sont loués de Bucarest à Bruxelles.

fonction de procureur est l'une des plus importantes au sein d'une société démocratique, d'autant plus pour une institution qui lutte contre la corruption. Et c'est précisément l'indépendance des procureurs qui a contribué à augmenter l'efficacité du combat contre la corruption. Car si l'on avait eu des procureurs sous la direction du ministère de la Justice, je ne pense pas qu'ils auraient pu aller jusqu'au bout d'une enquête dans laquelle aurait été impliqué un membre du gouvernement ou un parlementaire. C'était le cas avant 2005, on était parfois obligé de refermer une enquête sur ordre du ministère...

La DNA est toujours sous la surveillance de la Commission européenne par le biais du Mécanisme de coopération et de vérification (MCV, ndlr). Est-ce encore nécessaire ?

Pour la DNA, le MCV a été extrêmement utile, car le contrôle des résultats dans le domaine de la corruption nous a poussés à être beaucoup plus actifs, et à aborder le phénomène de manière stratégique. Cela nous a aussi aidés à trouver les instruments législatifs adéquats, et à les harmoniser avec le cadre européen. Donc, de cette perspective-là, la Commission a eu un rôle extrêmement important. Ceci étant, je pense qu'aujourd'hui notre institution est arrivée à une certaine maturité, et qu'il n'est plus nécessaire qu'elle soit surveillée.

« *Il sera crucial de maintenir l'indépendance et la stabilité de notre institution, ou encore d'être attentif aux modifications législatives qui pourraient influencer notre activité de manière négative en limitant nos compétences*

Mais qu'en est-il pour les autres institutions ? Le dernier rapport de la Commission est toujours très critique à l'égard de l'Etat de droit dans le pays...

Effectivement, et les recommandations



faites par la Commission sont tout à fait fondées. Car la notion d'Etat de droit concerne plusieurs aspects : la corruption, mais aussi le processus législatif, ainsi que la stabilité institutionnelle. Dans ces deux derniers domaines, je pense que le contrôle de la Commission, par le biais du MCV, est utile et doit continuer. Car toutes les directives européennes n'ont pas été mises en place. De plus, notre législation est encore instable et l'application des nouveaux codes, pénal et de procédure pénale, reste un problème. Sur cet aspect, on a encore beaucoup de travail... Le contrôle continu de la Commission permet de s'assurer que les progrès réalisés jusqu'à

présent, et ceux qui restent à faire, sont et seront irréversibles.

Les prochains mois s'annoncent agités à cause notamment de l'élection présidentielle de cet automne. Dans ce contexte, quels sont vos objectifs ?

Nous voulons continuer nos enquêtes avec la même efficacité et la même cadence qu'aujourd'hui dans les domaines de la justice, des acquisitions publiques et des fonds européens. Il nous faudrait aussi intervenir davantage dans la santé et l'éducation. Par ailleurs, il sera crucial de maintenir l'indépendance et la stabilité de notre



institution, ou encore d'être attentif aux modifications législatives qui pourraient influencer notre activité de manière négative en limitant nos compétences, et enfin de continuer la formation professionnelle des procureurs anti-corruption. Ces derniers continueront à faire leur devoir seulement si on les laisse faire, et si on ne limite pas leurs compétences ni leurs attributions. Nous espérons que la prochaine élection n'influencera pas la lutte anti-corruption, et qu'au contraire, le nouveau président la soutiendra, bien plus que ce qu'elle ne l'a été jusqu'à présent.

Ces dernières années, avez-vous observé un changement de mentalité vis-à-vis de la corruption ?

Bien sûr, autant de la part des procureurs que des citoyens. Depuis 2005-2006, des condamnations définitives à l'encontre de personnalités auparavant intouchables ont été prononcées. Par ses enquêtes et les condamnations, la DNA a réussi à montrer que la loi est la même pour tous, que vous soyez ministre, sénateur, député, secrétaire d'Etat ou même procureur. En partie grâce à cette lutte anti-corruption menée de

front, les citoyens ont davantage pris leur courage à deux mains, désormais ils dénoncent les faits de corruption ; selon moi, c'est la preuve d'un changement de mentalité. Ceci étant, il nous reste encore beaucoup de travail dans des domaines comme celui de la santé ou de l'éducation. Car au-delà des condamnations, la prévention est cruciale.

Propos recueillis par Julia Beurq.
Photos : Mihai Barbu

La DNA en chiffres

Depuis le début du mandat de Laura Codruța Kövesi jusqu'à mai dernier, 4 183 dossiers ont été enregistrés. Les principaux chefs d'accusation ont été les suivants : abus de service, trafic d'influence, remise de pots-de-vin, fraude et évasion fiscale. Au total, pendant cette période, 281 condamnations ont été prononcées à l'encontre de 857 accusés. Elles ont notamment concerné quatre ministres et anciens ministres, un ancien député du Parlement européen, quatre députés (dont un ancien Premier ministre), un sénateur, onze maires, cinq juges et trois procureurs. L'une des condamnations les plus marquantes a été celle de Relu Fenechiu, qui est le seul ministre à avoir été condamné alors qu'il était en fonction, à savoir aux Transports : cinq ans de prison ferme, le poussant à démissionner de son poste en juin 2013. On retiendra aussi le verdict à l'encontre du politicien Dan Voiculescu – cinq ans de prison ferme – en octobre dernier, ainsi que la condamnation de l'ancien Premier ministre Adrian Năstase, quatre ans de prison ferme dans le dossier « Zambaccian » en janvier dernier, entre autres condamnations – même si, comme certains, M. Năstase a bénéficié de remises de peine et de périodes de liberté conditionnelle.

Depuis le 1er juin, la Roumanie rembourse une partie des services médicaux nécessaires aux enfants autistes. Cette première n'est cependant qu'une petite goutte d'espoir, le sort des malades reposant surtout sur les familles et quelques associations.

LOIN DU MONDE



« **ETRE AUTISTE, C'EST COMME AVOIR les yeux noirs.** Même avec des verres de contact, la couleur des yeux ne va pas changer, affirme la psychologue Luciana Hăloiu Richardson, du Centre privé Invingem Autismul (Vaincre l'Autisme) de Bucarest, avant d'ajouter que « l'autisme, dont les causes restent méconnues, est un trouble comportemental sévère qui ne se guérit pas, soyons clairs, mais qu'on peut gérer de façon à permettre à l'individu concerné de s'intégrer dans la société ».

Définis généralement par l'acronyme TSA, les troubles du spectre autistique

se caractérisent par trois éléments cumulatifs : un trouble de communication, des difficultés d'interaction sociale, et des perturbations du comportement. « Concrètement, les enfants atteints d'autisme ne cherchent pas le contact visuel, ils restent isolés dans leur monde, refusent la communication, et s'adonnent souvent à des mouvements répétitifs dépourvus de toute logique », poursuit Luciana Hăloiu Richardson qui suit une formation auprès d'un expert britannique pour devenir thérapeute agréée en analyse comportementale ABA.

Née dans les années 1960, cette métho-

de est considérée de nos jours comme celle qui assure la meilleure prise en charge des enfants autistes, permettant de remplacer un comportement jugé indésirable par un autre, socialement accepté. Le problème principal est que pour porter ses fruits, cette thérapie doit être soutenue. « La technique ABA doit être suivie tout au long de la journée, du réveil au coucher », explique Nicoleta Lupoae, présidente fondatrice de l'Association de soutien aux parents et aux enfants autistes (APCA) de Galați, et mère de Cosmin, un petit garçon de sept ans atteint de TSA. Et d'ajouter : « Même en ayant décelé des symptômes spécifiques dès l'âge d'un an et demi, ce ne fut que vers trois ans que mon fils fut enfin diagnostiqué. Pour moi, ce verdict a été une bouffée d'oxygène ; après tant de tergiversations, je savais enfin ce qu'il me restait à faire. Avec ces enfants, le grand danger est de se donner de faux espoirs au lieu de commencer la thérapie le plus vite possible. »

« **Aucun plan d'intervention ou de service n'est pour l'instant mis en place pour les adultes souffrant de troubles autistiques. L'Etat leur tourne totalement le dos**

Suite aux nouvelles normes législatives en vigueur depuis le 1er juin, les médecins de famille doivent désormais tester les enfants tous les deux mois afin de repérer les moindres signes d'autisme. « Jusqu'à présent, c'étaient aux parents de se poser des questions ; dorénavant, ce sera au médecin de s'interroger et de décider si une visite chez le neuro-psychiatre s'impose », poursuit Nicoleta Lupoae. Et si le diagnostic d'autisme est confirmé, la famille commencera un véritable parcours du combattant...

D'abord, parce que la Roumanie ne reconnaît pas officiellement la profession de thérapeute ABA, mais seulement celle de psychologue, souligne Luciana Hăloiu Richardson du Centre Invingem Autismul... « Du coup, si je veux me faire rembourser mes services, je dois changer de profession. » De plus, même chez un psychologue, la prise en charge des thérapies ne va pas de soi. « Seuls

les psychologues ayant leur propre cabinet et un contrat avec des médecins psychiatres peuvent se faire rembourser les consultations par la Caisse nationale d'assurance maladie. Et les psychiatres ne doivent pas travailler dans un établissement de santé public. Je me demande vraiment à combien se montera le nombre de spécialistes éligibles... », lance Carmen Gherca, fondatrice de la filiale de Iași de l'Association nationale des enfants et des adultes autistes de



Roumanie, et mère de Robert, un jeune homme autiste âgé de 18 ans.

« Quand il était petit, on ne savait pas grand-chose sur l'autisme. Un spécialiste nous avait même conseillé de l'abandonner dans une institution et de faire un autre enfant », se souvient Carmen Gherca, les larmes aux yeux. Le vide législatif qui a prévalu pendant des années a amplifié le drame de tous ces adultes autistes, reconnus comme tels seulement depuis l'année dernière. Avant 2013, le diagnostic de troubles du spectre autistique ne concernait que les enfants, selon le Collège des médecins de Roumanie. Du coup, une fois atteint l'âge de la majorité, la personne souffrant de TSA se voyait délivrer un certificat de schizophrénie, seule façon pour elle de continuer à bénéficier d'une indemnité maladie.

Bien que la loi ait changé, la situation demeure confuse pour des adultes comme Robert Gherca. « Aucun plan d'intervention ou de service n'est pour l'instant mis en place pour les adultes

souffrant de troubles autistiques. L'Etat leur tourne totalement le dos », se révolte sa mère. Pour être efficace, la thérapie ABA doit être suivie 40 heures par semaine, des conditions qui entraînent un coût important. « Cela nous fait déboursier quelque 450 euros par mois », affirme Nicoleta Lupoae, qui depuis quatre ans déjà a renoncé à son emploi pour se consacrer totalement à son fils et à l'association qu'elle dirige.

pays, de quarante centres de conseil et assistance gratuite à l'intention des enfants autistes.

« Les enfants y bénéficient aussi bien de thérapie individuelle que de groupe, de séances de logopédie, de thérapie assistée par l'animal, de classes de tennis, de kinésithérapie et d'art-thérapie », explique Martha Szolga du Centre pour les enfants à TSA du secteur 6 de la capitale. Mais avec seulement quatre spécialistes et une capacité limitée à une vingtaine de places, ce centre ne peut offrir que trois à quatre heures de thérapie par jour pour chaque enfant, deux fois par semaine. Cela ne suffit pas, considère Martha Szolga, qui avoue devoir parfois placer en liste d'attente cinq nouveaux cas par jour.

Selon Nicoleta Lupoae de l'APCA, un premier pas serait que les parents acceptent le diagnostic et fassent plus rapidement une demande de reconnaissance du handicap : « Or, souvent, ils refusent de faire les démarches par honte, et privent l'enfant de ses droits. » A leur tour, les enseignants réclament un diagnostic clair au moment où la famille tente de placer un enfant autiste dans un milieu scolaire ordinaire. « Aucune loi n'interdit la scolarisation d'un enfant à TSA, mais pour que cela soit possible, il faut que les parents acceptent le diagnostic et m'en parlent en toute sincérité », insiste Tania Mărgineanu, pédagogue qui a beaucoup contribué à la récupération de Cosmin, le fils de Nicoleta Lupoae. Au bout de trois ans et demi de thérapie soutenue, aussi bien à la maison qu'en salle de classe, le petit garçon mène désormais une vie presque normale, et ses chances de parvenir à l'autonomie sont bien réelles.

Ioana Stăncescu
Photos : Mihai Barbu

Des chiffres inquiétants

Selon les données 2012 rendues publiques par le ministère de la Santé, l'autisme toucherait quelque 7 179 personnes en Roumanie. Pourtant, selon les spécialistes, le nombre de Roumains souffrant de troubles du spectre autistique pourrait s'élever à 15 000. En France, entre 450 000 et 600 000 personnes sont concernées. Et un enfant américain sur 68 serait touché par l'autisme, selon une étude récente publiée par le Centre pour le contrôle des maladies d'Atlanta, Etats-Unis.

Aérienne, PARFAITEMENT

Quatre fois médaillée aux derniers championnats d'Europe qui se sont déroulés en mai à Sofia, Larisa Iordache, dix-huit ans à peine, symbolise à elle seule le renouveau de la gymnastique roumaine au niveau international. Rencontre avec celle que les spécialistes surnomment la « nouvelle Nadia ».



commencé la gymnastique à l'âge de cinq ans, par hasard. Alors qu'elle se promène avec sa famille dans un parc, elle est repérée par un entraîneur du Dinamo. « Le coach m'a vue, m'a demandé de faire quelques exercices, et m'a dit de venir dans son

club de gymnastique », raconte-t-elle. Comment cet homme a-t-il décelé le talent d'un enfant de cinq ans en patins à roulettes ?... « Je ne sais pas vraiment, c'est l'œil du coach », suppose Larisa en souriant. Elle passera alors cinq années au club Dinamo, et intégrera l'équipe nationale junior. « Vers treize ans, j'ai commencé à participer à des compétitions plus importantes, là j'ai réalisé que je pouvais faire quelque chose. C'est devenu plus qu'un jeu. » Elle ira ensuite une année à la célèbre école de gymnastique de Deva.

Comment cet homme a-t-il décelé le talent d'un enfant de cinq ans en patins à roulettes ?... « Je ne sais pas vraiment, c'est l'œil du coach », suppose Larisa en souriant. Elle passera alors cinq années au club Dinamo, et intégrera l'équipe nationale junior. « Vers treize ans, j'ai commencé à participer à des compétitions plus importantes, là j'ai réalisé que je pouvais faire quelque chose. C'est devenu plus qu'un jeu. » Elle ira ensuite une année à la célèbre école de gymnastique de Deva.

« J'adore la gymnastique, je continuerai autant que je le peux. J'espère le plus longtemps possible »

A quinze ans, elle arrive au centre olympique Sydney 2000 d'Izvorani, dans la banlieue de Bucarest. Plusieurs entraîneurs s'occupent d'elle, dont Cristian Moldovan ou encore le célèbre Octavian Belu, aux méthodes parfois

critiquées. « Il est dur, mais il a raison. On ne peut pas arriver au meilleur niveau si on ne travaille pas », estime Larisa. Depuis trois ans, elle passe ses journées à Izvorani. « On se lève à 7 heures, on a cours de 8 heures à 10 heures, je m'entraîne ensuite pendant trois heures, on déjeune, suivent deux heures de repos, puis je m'entraîne de nouveau de 16 heures à 19 heures. » Un emploi du temps quasi militaire, invariable, qui lui laisse peu de temps libre pour son amour du dessin, ou le shopping et les sorties avec Diana Bulimar, sa coéquipière en équipe nationale et meilleure amie.

Marlène Vitel
Photo : Mihai Barbu

La prodige native de Bucarest a

OÙ L'ON VIT LONGTEMPS

C'est dans le département de Vâlcea (sud) que l'on vivrait le plus longtemps en Roumanie, selon une étude publiée récemment par l'Institut national des statistiques (INS). L'espérance de vie à la naissance, qui représente la durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année, y serait de 77,87 ans. Une belle performance au regard de l'espérance de vie à la naissance moyenne en Roumanie qui ne dépasse pas 74,74 ans (71,24 ans pour les hommes et 78,28 ans pour les femmes).

En comparaison, cet indicatif atteint 81,6 ans en France, et 82,1 ans en Italie, le pays où il fait le plus long vivre d'Europe. Toujours d'après ce classement, Bucarest se situerait en deuxième position avec une espérance de vie à la naissance de 76,41 ans, alors qu'en queue de peloton, on retrouve les départements de Satu Mare (nord-ouest, 72,13 ans), Tulcea (est, 72,74 ans), et Călărași (sud-est, 73,29 ans).

Jonas Mercier
Photo : Mediafax



ENFIN PRIS EN CHARGE

La majoration du budget alloué pour 2014 aux médicaments contre le cancer permettra une prise en charge de 16 000 malades de plus par rapport à 2013, a déclaré le mois dernier le ministre de la Santé, Nicolae Băncișiu. Actuellement, les données officielles font état de 570 patients placés sur liste d'attente pour des traitements onéreux. Dorénavant, le délai ne dépassera pas une soixantaine de jours, a assuré le ministre. De son côté, l'Agence nationale du médicament et des dispositifs médicaux s'est engagée à remettre à jour la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale, inchangée depuis 2008. Une décision qui intervient après que sept malades du cancer aient obtenu gain de cause mi-juin dans leur bataille contre le gouvernement, celui-ci ayant été condamné à leur rembourser intégralement les traitements dont ils ont besoin – traitements qui ne se retrouvaient pas sur la liste des soins (partiellement) remboursés. Selon les spécialistes, bien que le taux d'incidence du cancer en Roumanie ne soit pas des plus grands, le risque de mortalité parmi les malades est le plus élevé de l'Union européenne. I.S.

La France veille

Dans le contexte actuel des tensions en Ukraine, Anders Fogh Rasmussen a évoqué mi-juin le futur de l'OTAN dont il est le secrétaire général : « Nous sommes déterminés à défendre et apporter protection à nos alliés. Nous avons déjà pris des mesures qui comprennent l'augmentation du contrôle aérien, et une présence accrue en mer Noire (...). » Mesures auxquelles la France est particulièrement associée : en ce qui concerne les airs, ses avions radars de type AWACS basés à Bourges survolent régulièrement la région, de même que ses Rafales basés en Pologne. Pour ce qui est de la mer, la frégate Surcouf et le navire de guerre Dupuy-de-Lôme, experts en collecte de renseignements, naviguaient il y a peu au large de Constanța. Des mouvements soulignés surtout par les médias russes, mais gardés discrets côté français. B.A.

L'ARMEE CANADIENNE EN SOUTIEN

Le Conseil suprême de la défense nationale (CSAT) a approuvé début juillet l'introduction et le stationnement sur le territoire roumain de forces et de matériels de l'armée canadienne. Cette décision a pour but « la tenue de missions de l'OTAN, sollicitées par la Roumanie, dans le contexte de l'évolution de la situation dans la région », indique le communiqué remis par la présidence. Sans donner plus de détails, l'administration présidentielle informe que le CSAT a également analysé les possibles évolutions à court terme du conflit ukrainien et que celles-ci, même les plus inquiétantes, « n'affecteraient pas la sécurité et la défense nationale ». J.M.

Après plusieurs années de division, l'entrée dans une nouvelle ère semble amorcée pour ladite « droite roumaine ». La création prochaine d'un grand parti devrait constituer la principale force d'opposition à l'omniprésence actuelle sur l'échiquier politique des sociaux-démocrates menés par le Premier ministre Victor Ponta. Si elle reste soudée...

AU BORD DU CLIVAGE

LE MARIAGE ENTRE LE PARTI national libéral (PNL) et le Parti démocrate libéral (PDL), qui constituent à l'heure actuelle les deux principales formations politiques de la droite de l'hémicycle, avait été annoncé mi-juin, quelques jours seulement après les élections européennes. Pour espérer contrer l'hégémonie des sociaux-démocrates, qui avaient obtenu près de 40% des votes, il fallait s'unir. « Il s'agit du premier pas vers la construction d'une force solide à droite, note Clarice Dinu, rédactrice en chef adjointe du quotidien en ligne Gândul.info. Jusqu'à maintenant, la droite a été rongée par les orgueils et les luttes personnelles, ce qui a conduit à son atomisation. »

Les alliances politiques destinées à contrer la toute-puissance du Parti social-démocrate (PSD), qui a toujours représenté pour une majorité de Roumains l'ancêtre du parti communiste, ont été des réussites électorales marquantes par le passé. La première, la Convention démocrate roumaine (CDR) – qui n'a été que partiellement de droite – a remporté les élections législatives et la présidentielle de 1996. De la deuxième, l'alliance DA, composée du Parti démocrate (PD) de Traian Băsescu et du PNL de Călin Popescu-Tăriceanu, a également émergé un président et un Premier ministre en 2004. « Cette fois-ci, c'est une fusion entre le PNL et le PDL qui a été choisie, précisément pour éviter que d'éventuelles tensions entre les deux formations ne conduisent à la rupture de la coalition, comme ce fut le cas pour la CDR ou l'alliance DA », ajoute Clarice Dinu.

Cette nouvelle tentative de front commun contre le PSD, dont le premier objectif est la victoire à la prochaine

élection présidentielle de cet automne, garde toutefois son talon d'Achille. L'ancien leader libéral et actuel président du Sénat Călin Popescu-Tăriceanu est parti du PNL fin février

pour montrer son opposition au choix de quitter l'Union sociale libérale (USL), la coalition au pouvoir depuis 2012 qui réunissait le PSD et le PNL. Il a annoncé depuis la création d'un nouveau parti

GDF SUEZ Energy România
Un acteur majeur du marché de l'énergie en Roumanie

Chez GDF SUEZ Energy România, nous vous apportons les énergies et les services essentiels à votre bien-être:

- fourniture et distribution de gaz naturel
- services techniques associés
- fourniture d'électricité
- production d'électricité éolienne
- conseils en matière d'efficacité énergétique

www.gdfsuez.ro

GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES

Le PDL, à gauche puis à droite...

Son nom ne laisse pas de place au doute. Le Parti démocrate libéral (PDL) se situe à droite. Son sigle, par contre, est plus ambigu. La couleur orange, d'abord, est plus proche du rouge de la gauche que du bleu que l'on prête traditionnellement aux formations de droite. La présence de la rose, symbole de l'Internationale socialiste, alimente d'autant plus le doute sur l'idéologie réelle du parti. Où se situe donc le PDL ? Petits rappels... Le Front de salut national, la formation politique qui reprit le pouvoir juste après la chute du régime communiste, s'est divisé au début des années 1990 pour donner naissance au Parti démocrate (PD), et à ce qui deviendra le PSD d'aujourd'hui. Les deux formations politiques se disent évidemment à gauche. Le PD intégrera même l'Internationale socialiste en 1996. De ce passé socialiste, il gardera la rose. Son idéologie, elle, prendra un tout autre chemin. En 2004, il s'allie avec les libéraux du PNL et remporte l'élection présidentielle. Trois ans plus tard, le PD fusionnera avec le Parti libéral démocrate pour devenir le PDL. Il est aujourd'hui assimilé à un parti de centre-droit.



Klaus Iohannis (président du PNL) et Vasile Blaga (président du PDL) lors d'une conférence de presse le 28 mai dernier à Bucarest, suite à une rencontre entre les deux partis.

libéral, et son intention de devenir candidat à la présidence. Une dizaine d'anciens membres du PNL l'ont déjà suivi. « De plus, des tensions continuent d'exister entre le PNL et le PDL autour de la désignation du tandem président-Premier ministre pour la présidentielle, note Silviu Sergiu, éditorialiste au quotidien Evenimentul zilei. Les relations difficiles avec les leaders des petits partis de droite que sont la Force civique et le Parti du mouvement populaire (PMP) pourraient aussi être nocives. Il faut que cette nouvelle droite soit négociée par des hommes politiques non impliqués dans les luttes fratricides qui l'ont déchirée. »

DIVISEE ET SANS LIGNE DIRECTRICE

La droite sort en effet d'une période particulièrement néfaste qui a conduit

à son émiettement. Marginalisé par le PDL à la suite de la dispute entre Traian Băsescu et Călin Popescu-Tăriceanu, le PNL est passé dans l'opposition en 2008 pour s'associer trois ans plus tard avec son ennemi de toujours, le PSD. De cette alliance contre nature est née l'Union sociale libérale (USL). Cette coalition va accéder au pouvoir en 2012 en renversant le gouvernement de Mihai Răzvan

Ungureanu, soutenu alors par le PDL. Ce sera le début d'une longue descente aux enfers pour la droite roumaine. A la suite de disputes internes, Traian Băsescu, le leader charismatique du PDL, quitte le parti pour créer celui du mouvement populaire. De son côté, Mihai Răzvan Ungureanu crée la Force civique, alors que le PDL s'effondre. Et le PNL quittera l'USL en février 2014 mais ne réussira pas à convaincre ses électeurs. Il n'obtiendra que 15% des voix lors des élections européennes de mai.

Pour les analystes, si la droite roumaine n'a jamais été clairement définie, c'est qu'elle n'existe tout simplement pas. « La droite en Roumanie est une grande illusion, car la vie politique est caractérisée depuis le début des années 1990 par le clivage communiste/anti-communiste, explique le doyen de l'Ecole nationale des études politiques et d'administration, Cristian Pîrvulescu. En ce qui concerne les thèmes politiques, cette droite ne se différencie en rien du PSD. Pour continuer d'exister, elle ne joue que sur la peur du PSD, qui reste l'héritier du parti communiste pour de nombreux Roumains. » De fait, les valeurs constitutantes des principales formations politiques sont souvent contredites par les décisions de leurs leaders. L'alliance des libéraux du PNL avec les sociaux-démocrates pour la formation en 2011 d'une super majorité, l'USL, en est l'exemple le plus parlant. « Le but de chaque homme politique de Roumanie est de contrôler l'administration pour obtenir des bénéfices économiques personnels, conclut le politologue Andrei Țăranu. Voici le cadre dans lequel se joue la politique roumaine actuelle, et rien ne changera tant qu'on ne le changera pas. »

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

Le PNL, une droite plus conservatrice que libérale

Les libéraux européens restent étonnés par la décision... Le retrait du PNL du groupe parlementaire libéral au Parlement européen (ALDE) les a pris de court. Cette décision, entérinée fin juin lors du congrès national du PNL, a été suivie par le passage de la formation libérale roumaine dans le groupe de la droite conservatrice européenne du PPE. Ce virage a été justifié par Adina Vălean, parlementaire européenne du PNL, par le fait que le groupe ALDE réunissait désormais trop de partis dont l'orientation était majoritairement de centre-gauche...

UN ŒIL SUR BUCAREST



Le 7 juin dernier, la dixième Gay Pride organisée par l'association Accept a réuni plus de 400 personnes sur le boulevard Kiseleff à Bucarest. Le but : faire valoir les droits des homosexuels, notamment celui de pouvoir s'unir librement. Mais les députés roumains n'ont pas entendu les appels lancés par la communauté LGBT (Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres). Quatre jours plus tard, ils rejetaient le projet de loi proposé par le député vert Remus Cernea concernant l'union civile, soit l'équivalent du Pacs français (Pacte civil de solidarité) qui donne la possibilité aux personnes homosexuelles – comme hétérosexuelles – de s'unir civilement.

Texte et photo : Julia Beurq

La chronique

DE NICOLAS DON

COMBIEN DE LIEVRES A LA FOIS ?

Qu'est-ce qu'un « lièvre » en politique ? Un candidat à une élection – de préférence présidentielle – qui, après quelques tours de piste, se retire opportunément en faveur d'un autre concurrent, censé être plus à même de remporter l'épreuve. En roumain, on les appelle *ieपुरi*. Fidèles à leur espèce, ils commencent à pulluler, au point d'obscurcir l'horizon, dans la perspective du scrutin présidentiel de novembre prochain. Pour y voir plus clair, ouvrons donc le répertoire des sous-espèces. Il y a d'abord les « lièvres éternels », que sont Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque nationale, et Sorin Oprescu, maire de Bucarest. Ces noms apparaissent à chaque scrutin présidentiel. Peu de chance qu'ils se présentent en novembre, ils ne l'ont fait qu'une fois par le passé, en obtenant un score de moins de 10%. Nous avons ensuite « le favori devenu lièvre ». Crin Antonescu était le candidat officiel de la coalition au pouvoir, il y a encore quelques mois. Il a brusquement quitté la scène, en emmenant le parti libéral avec lui. Pour la peine, le PNL l'a remercié en élisant un autre chef, Klaus Iohannis, le maire de Sibiu, devenu présidentiable du jour au lendemain. Voilà donc M. Antonescu obligé de courir devant un autre lièvre, issu de ses propres rangs. Ou bien derrière lui. On ne sait plus très bien, les libéraux non plus. Troisième catégorie : « Je ne suis le lièvre de personne. » On y dénombre tous les leaders d'une droite morcelée, désireux de fédérer l'opposition sous leur propre bannière. Cătălin Predoiu (PDL) ne veut pas être le lièvre d'Elena Udrea (PMP), qui ne veut pas être le lièvre de Mihai Răzvan Ungureanu (FC), lui-même (éventuel) lièvre de... Dans la catégorie « je suis mon propre lièvre », un seul participant, l'ancien Premier ministre Călin Popescu-Tăriceanu, président du Sénat, représentant des libéraux souhaitant maintenir l'alliance avec les sociaux-démocrates. Il se déclare prêt à aller au combat, sans craindre une réelle défaite. Il jouit de la bénédiction de l'unique concurrent n'ayant pas besoin de rongeur pour lui ouvrir la voie : le Premier ministre Victor Ponta a toujours été le grand favori des sondages. Après deux ans au pouvoir, les chiffres baissent mais la tendance reste la même. Théoriquement donc, le fauteuil du Palais de Cotroceni lui est promis. Il reste évidemment un « mais ». En roumain, il prend la forme d'une expression courante, traduite littéralement par « on ne sait jamais d'où sort le lièvre ».

PAUVRES PETITS



Enfants se promenant sur une aile d'avion lors d'une exposition à l'aéroport de Băneasa, le 22 juin dernier.

Plus de la moitié des enfants roumains sont touchés par le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, ce qui place la Roumanie en tête des pays européens dont les petits se voient confrontés au dénuement matériel, selon une enquête récemment rendue publique par l'association Salvați Copiii (Sauvez les enfants). Une situation d'autant plus alarmante que le confort matériel des enfants ne semble pas croître dans les familles où les parents travaillent, affirme la sociologue Mihaela Manole de Salvați Copiii. Un autre rapport lancé en juin par l'organisation non gouvernementale World Vision Roumanie auprès de 2 774 ménages ruraux indique qu'un enfant roumain sur huit va au lit affamé, tandis qu'un sur cinq est contraint de travailler avant ou après les classes. L'absentéisme scolaire touche également un enfant sur huit, et sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans, un sur cinq n'a jamais consulté un médecin sur les douze derniers mois. Enfin, un enfant sur treize entre 12 et 18 ans a fumé au moins une cigarette, et un sur cinq a consommé de l'alcool au moins une fois. D'autres statistiques font état de plus de 120 millions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale au sein de l'Union européenne. I.S. Photo : Mediafax

Un siècle et demi d'études à Bucarest

L'Université de Bucarest fête cette année ses 150 ans en lançant une grande campagne sur les valeurs qui ont été enseignées au fil des années dans ses amphithéâtres. La direction de l'institution a notamment souhaité mettre en avant les grands hommes qui se sont succédé sur les bancs de ses facultés – afin aussi de répondre aux scandales récents de plagats touchant des personnalités politiques ayant étudié à Bucarest. Une cérémonie officielle, prévue le 16 juillet à la Faculté de droit, réunira le président, Traian Băsescu, le roi Mihai 1er de Roumanie, et le patriarche Daniel. L'Université de Bucarest est composée de 19 facultés et de 21 écoles doctorales. Elle n'engage pas moins de 2 000 professeurs et chercheurs pour plus de 30 000 étudiants. J.M.

Parkings souterrains

Le parking souterrain de l'Intercontinental, à deux pas de Piața Universității, devrait ouvrir de nouveau cet automne après des travaux de rénovation qui auront duré plus de six mois. Il sera rebaptisé parking TNB, les initiales du Théâtre national de Bucarest. « Réalisé en 1969, il était utilisé plutôt comme un garage pour les voitures des institutions de l'Etat que comme un parking », a récemment déclaré le maire de la capitale, Sorin Oprescu. La mise en service du TNB s'inscrit dans la politique des autorités locales d'offrir toujours plus de places de parking souterrain dans le centre-ville. Les travaux du parking Edgar Quinet, situé tout près du Théâtre et de l'Université, et dont l'entrée sera dans la rue du même nom, devraient par ailleurs commencer dès cet automne. J.M.

COMMUNIQUÉ



Créée en 2012, la Fondation Orange est une organisation non gouvernementale qui a repris les activités philanthropiques développées par Orange Roumanie sur le marché local depuis la fin des années 1990.

L'intégration sociale et professionnelle des personnes souffrant de déficiences sensorielles est un vrai problème en Roumanie, généré par le manque de ressources adaptées à leurs besoins et au nombre limité d'options professionnelles et de formation.

Dans ce contexte, la Fondation Orange propose d'aider les personnes défavorisées à communiquer et à mieux s'intégrer dans la société. Ensemble avec des institutions et des ONG spécialisées, la Fondation Orange développe des projets culturels, de santé et d'éducation pour les individus avec des déficiences auditives et/ou visuelles, ceci afin de diversifier les options de soutien disponibles et faciliter leur intégration socio-professionnelle.

Et c'est dans cette perspective que la Fondation Orange a lancé un programme annuel de financement, Lumea prin culoare și sunet (Le monde par les couleurs et le son) adressé aux ONG ayant comme bénéficiaires des personnes souffrant de déficiences sensorielles. A travers ce programme, d'un budget annuel de plus de 350.000 euros, la Fondation Orange veut améliorer l'accès des bénéficiaires au système de santé et d'éducation spécialisée, mais aussi diversifier l'offre culturelle dédiée à ces personnes.

Depuis sa création, la Fondation Orange a développé 32 projets (7 dans le domaine de la santé, 17 pour l'éducation, et 8 pour la culture) pour un investissement total de 1,35 million d'euros. Parmi les gagnants de cette année : l'organisation Salvați Copiii avec le projet « E-sight », qui vise à éduquer les enfants souffrant de déficience visuelle par le biais de la technologie ; la Fondation pour l'Education et le Développement MediaPro avec le projet « Atinge. Ascultă. Cunoaște » (Touche. Ecoute. Connais), dont le but est de créer une application pour les téléphones portables qui transmettra des informations audio pour les personnes souffrant de déficience visuelle ; l'association Audiosofia avec le projet « Baby hearing », pour la création de cabinets de "screening" auditif néonatal au sein de cinq hôpitaux de Roumanie qui permettront de diagnostiquer les nouveaux-nés et d'intervenir à temps ; enfin, l'association Junior Achievement avec le projet « Vreau să știu » (Je veux savoir) qui introduira des cours d'orientation professionnelle dans 7 lycées spécialisés pour les jeunes en déficience auditive, afin de faciliter leur accès à une palette la plus large possible de professions.



De plus, la Fondation Orange développe chaque année, en partenariat avec Orange Roumanie, un concours interne de projets philanthropiques d'une valeur totale de 27.000 euros, au sein duquel les employés d'Orange peuvent proposer de financer des projets divers de soutien.

A travers l'ensemble de ces projets, la Fondation Orange compte contribuer de façon substantielle à l'amélioration des conditions de vie des personnes défavorisées, en les aidant à s'intégrer dans la société et en leur offrant l'opportunité d'une vie meilleure.

RURALITE ET INNOVATIONS



Producteurs devant le musée Astra de Sibiu
(photo : D.R.)

Les Rencontres européennes de Transylvanie (RET) rassembleront pendant trois jours, du 8 au 10 octobre, des décideurs locaux, chefs d’entreprises, universitaires et représentants de la société civile autour d’un thème relevant du développement territorial en Europe. Evénement ouvert au public participant au débat d’idées européen, les Rencontres sont organisées depuis 2010 par l’Institut français de Roumanie (Direction régionale de Cluj-Napoca) et le Service de coopération de l’Ambassade de France. Elles sont mises en place dans le cadre de partenariats noués avec les autorités locales (Ville de Cluj-Napoca et collectivités territoriales roumaines hôtes), l’Université Babeş-Bolyai, l’Université des sciences agricoles et de médecine vétérinaire de Cluj, les associations locales et les entreprises françaises et roumaines concernées par le sujet traité. Elles sont organisées dans des localités de Transylvanie accueillant des expériences singulières et exemplaires de développement local. Cette année, les Rencontres européennes auront lieu à Cluj, Sibiu et Târgu Mureş. Les thématiques liées à la ruralité et aux innovations dans les campagnes seront au cœur des tables rondes et des ateliers.

Source : Institut français de Roumanie.



20 ans d’expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d’accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l’environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en la matière. La taille de notre cabinet nous permet d’être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d’expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- **Audit/Commissariat aux comptes:** identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- **Conseil fiscal:** comprendre et mettre en place des solutions fiables
- **Expertise comptable:** permettre aux gérants d’entreprise d’optimiser leurs décisions de gestion courante de l’entreprise
- **Gestion de la paye**

Contact:

JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; fidex@fidex.ro; www.fidex.ro

La chronique

D’ISABELLE WESSELINGH

OUBLIER L’AQUARIUM



J’aurais pu vous parler de l’absurdité des guerres de chef permanentes qui agitent l’aquarium politique et les écrans des télévisions de Roumanie. Dans leur espace fermé, nombre de poissons, gros ou petits aspirant à devenir gros, nagent dans une lutte constante, les yeux tournés vers l’intérieur de l’aquarium, tous préoccupés à savoir qui règnera en haut du rocher, à placer leurs alliés dans une cavité stratégique d’un bloc de corail. Beaucoup s’occupent aussi à nager le plus souvent possible le long des vitres devenues un écran de télévision allumé en permanence pour paraître, paraître, paraître. Peu pensent à véritablement regarder à l’extérieur pour voir le monde. S’ils le faisaient, ils y verraient peut-être un grand nombre d’enfants

qui vont encore à l’école le ventre vide, dans un pays de l’Union européenne. Un monde où des patients de cancer et de maladies chroniques, épuisés de se voir privés des traitements qui pourraient les sauver, n’ont plus eu qu’un recours : se tourner vers la justice pour que l’Etat – gouvernement, ministère de la Santé, Caisse d’assurance maladie – les écoute enfin et soit forcé d’agir pour fournir ces traitements. En Roumanie, la liste des médicaments remboursés n’a pas été actualisée depuis six ans quand les normes de l’Union européenne prévoient de faire ce rafraîchissement tous les 180 jours. Les malades n’ont donc pas accès aux thérapies les plus récentes sauf s’ils sont capables de payer des dizaines de milliers d’euros dans un pays où le salaire moyen n’est que de 370 euros. Les patients ont gagné en justice et l’Etat devra leur payer les traitements mais le jugement – actualité d’un jour – n’a pas suscité de véritable prise de conscience ou plan d’action des autorités pour changer les choses. Pendant ce temps, les batailles d’aquarium se poursuivent, sans relâche. Mais ces guéguerres ne méritent pas une chronique entière. Dans cet été qui s’avance, ici en Roumanie comme dans d’autres pays frappés par les mêmes phénomènes de luttes personnelles sourdes à l’intérêt public, peut-être que la beauté, la droiture et la solidarité qui existent sans s’afficher de manière ostentatoire, devraient au contraire nous nourrir spirituellement. Je vois déjà la moue de certains, leur idée faisant de la musique, de la poésie ou de la danse des choses dérisoires par rapport aux questions sérieuses du monde. Pourtant, dans la prison de Sighet, les prisonniers politiques brutalisés par les communistes fabriquaient du papier avec l’écaille des murs et du savon pour écrire des vers et se donner du courage pour résister à la violence. D’autres figures de la lutte contre l’injustice et l’obscurantisme ont puisé leur force dans une chanson, un livre, le souvenir d’un paysage. Cet été riche de festivals et de balades nous offre la chance de nous ressourcer, de retrouver la beauté, l’humanité partagée autour d’une musique, d’une photo, d’un pas de danse, pour mieux fixer les lignes ensuite et savoir ce qui importe vraiment. Dans un village du centre de la Roumanie à Greceşti, j’ai rencontré deux hommes, un violoniste de 40 ans et un joueur de cobza (instrument traditionnel proche du luth) de 73 ans. Ces *lăutari* jouaient simplement devant leur maison, sous les pommiers, une musique traditionnelle magnifique. Leurs yeux brillaient de passion, leurs mains vibraient de talent. Un moment de beauté précieux. Je vous souhaite d’en collecter beaucoup cet été.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l’Agence France-Presse à Bucarest.

Photo : Mediafax

UNE ECOLE CULTE ?

Introduit dès la chute du régime communiste comme matière optionnelle, l'enseignement de la religion n'a jamais été remis en question par les parents d'élèves. Ces dernières années, des associations tirent pourtant la sonnette d'alarme et critiquent l'immixtion de l'Eglise orthodoxe dans la politique éducative de l'Etat.

IL A TOUJOURS ETE CLAIR POUR

Cristina Dumitru (son nom a été changé) que son fils ne participerait pas aux heures de religion. Dès la rentrée au CP de son garçon, cette jeune mère a fait savoir aux enseignants quel était son choix. Car si la religion est une matière optionnelle, une demande écrite des parents est nécessaire pour ôter son enfant de ce cours. « La démarche n'est pas si simple car elle est très rare, et il a fallu remonter jusqu'à la directrice qui, heureusement, a été compréhensive », se souvient-elle. Son fils, qui a aujourd'hui huit ans et vient de terminer le CE1, est encore le seul de sa classe à être dispensé de religion.

Mais ces petits camarades n'ont pas manqué de lui faire payer cette « différence » en début d'année. Lors d'une discussion sur la religion en cours de français, il a été raillé et traité de « païen ». Il est finalement sorti de la salle de classe, blessé par l'acharnement de ses camarades, et l'attitude passive de la professeur. « C'est un abus, du harcèlement, une sorte de mise au coin inacceptable dans une école publique, s'emporte Cristina Dumitru. Beaucoup de parents athées laissent leurs enfants au cours de religion seulement pour ne pas leur faire supporter ce genre de situation, c'est grave. »

La religion comme matière optionnelle



dans les classes de primaire, de collège et de lycée, a été introduite en 1990. Selon la loi de l'Education, « le droit constitutionnel de participer à l'heure de religion doit être assuré aux élèves appartenant aux cultes reconnus par l'Etat, indifféremment de leur nombre et conformément à leur propre confession ».

« Même si la qualité de l'enseignement de la tradition orthodoxe reste parfois discutable, il est nécessaire car c'est l'une des nombreuses voix qui caractérisent la pluralité de notre société et sa tradition chrétienne ».

En pratique, le seul enseignement de

la religion que l'on trouve dans la majorité des écoles est celui des orthodoxes, qui représentent plus de 85% de la population. « En d'autres termes, il ne s'agit pas d'un cours d'histoire des religions mais d'une catéchèse », estime le président de l'association laïque-humaniste de Roumanie (ASUR), Toma Pătrașcu.

De son côté, le théologien Mihail Neamțu pondère, et souligne que « du moment que la grande majorité des parents roumains, qui financent indirectement l'école publique, souhaitent une éducation religieuse pour leurs enfants, il est normal que l'Etat la leur mette à disposition. Même si la qualité de l'enseignement de cette matière (la tradition orthodoxe, ndlr) reste parfois discutable, il est nécessaire car c'est

l'une des nombreuses voix qui caractérisent la pluralité de notre société et sa tradition chrétienne ».

La loi permet à chaque culte d'élaborer son programme, qui doit ensuite être validé par le ministère de l'Education. Selon un protocole récemment signé entre l'Eglise orthodoxe et le gouvernement, les prêtres qui enseignent cette matière doivent avoir au minimum une licence en théologie ainsi que la bénédiction du Patriarcat. Si cette dernière leur est retirée, ils perdent automatiquement le droit d'enseigner, même s'ils ont le statut de fonctionnaire payé par l'Etat. « Un autre problème est celui des manuels utilisés, ajoute M. Pătrașcu. Certains présentent des images explicites représentatives de l'enfer, ou du sort réservé à ceux qui vont à l'encontre de la religion. La préparation pédagogique des prêtres enseignants est également dou-

Les icônes en bonne place

Dans la grande majorité des salles de classe de Roumanie, une icône figure au-dessus du tableau noir. Rien dans la loi oblige à cette pratique, mais rien ne l'en empêche non plus. A la suite d'une plainte d'un professeur, le Conseil national pour la lutte contre la discrimination (CNCD) a contraint en 2006 le ministère de l'Education à faire respecter le caractère laïc de l'école publique en interdisant la présence des icônes. Face à la pression de l'Eglise et de certaines associations pro-orthodoxes, le gouvernement a saisi la justice, et annulé cette décision. Deux ans plus tard, la Haute cour de justice a finalement estimé que la présence d'icônes dans les salles de classe était légale. « L'école a toujours été un lieu utilisé pour le culte, qu'il soit personnel ou religieux. Les icônes ont remplacé le portrait de Nicolae Ceaușescu, qui avait lui-même remplacé celui de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Avant l'arrivée des communistes, c'était celui du roi qui dominait la salle de classe », conclut Toma Pătrașcu.

teuse. Certains que nous avons suivis propagent des idées extrémistes... ».

Selon un sondage paru en 2013, plus de 86% des Roumains sont en faveur de l'enseignement de la religion à l'école,

et ce dès le primaire. Cristina Dumitru, elle, n'est pas de cet avis, et entend bien faire respecter son choix.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

Quasiment autant d'églises que d'écoles

Il y aurait plus de 18 500 églises en Roumanie, tous cultes confondus, à peine moins que les 21 000 écoles primaires, collèges et lycées recensés dans le pays. Selon des estimations effectuées par un quotidien roumain l'année dernière, plus de 2 000 églises orthodoxes ont été construites depuis la chute du régime communiste, en 1989, soit une moyenne de 90 par an... cinq fois moins que le nombre d'écoles nouvelles. 80% des fonds nécessaires à la construction des lieux de culte orthodoxes auraient été assurés par les fidèles, assure le Patriarcat, et seulement 20% par l'Etat.

Creator de progres energetic

Referința mondială a economiilor de energie la scara teritorială

Dalkia România S.A.

Str. Barbu Văcărescu, nr. 241A,
Barbu Văcărescu Offices, etaj 3-4, Sector 2, București
Tel. +40 21 322 86 347; Fax. +40 31 730 16 41
secretariat@dalkia.ro; www.dalkia.ro



Silence Delta...



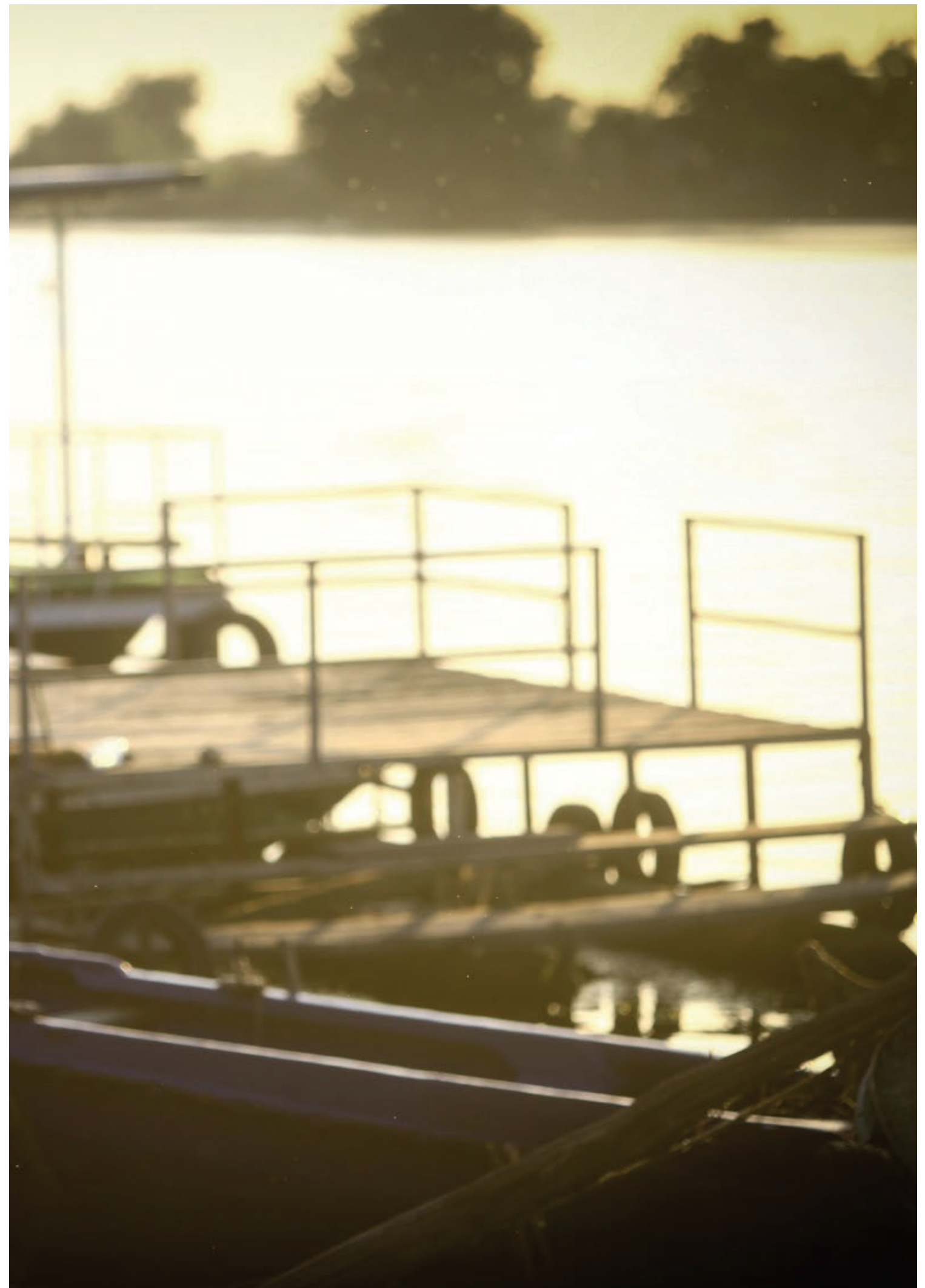
Le dossier de *Regard* est cette fois-ci un peu différent des précédents. Pour ce numéro d'été, nous avons décidé de vous présenter le delta du Danube, mais d'une autre façon, moins analytique que d'habitude, plus imagée.

Quand j'ai proposé au photographe Mihai Barbu de partir pour montrer ce lieu unique, sublime, grandiose, je ne lui ai presque pas donné d'indications, si ce n'est celle-ci : « C'est ton reportage, vas-y, éclate-toi. »

Le résultat... une série de paysages et de portraits à couper le souffle, prise au village de Mila 23 et ses alentours, au cœur de la réserve. La sélection ne fut pas simple tant le travail de Mihai m'a ému. Parce que le Delta est l'endroit que je préfère en Roumanie, et parce que la sensibilité du photographe s'est pleinement exprimée, au-delà de mes attentes.

La rédaction tient également à saluer le journaliste Jonas Mercier pour les textes, concis mais précis, scrupuleusement documentés – notamment grâce aux données de l'Administration de la réserve de la biosphère du delta du Danube – et enrichis par les commentaires de plusieurs experts.

Chers lecteurs, nous vous souhaitons un bel été, et une belle traversée... L.C.



A LA UNE

UN TERRITOIRE UNIQUE

Le Delta constitue l'embouchure dans la mer Noire du plus grand fleuve d'Europe, le Danube. Il est composé de trois bras principaux (sur une quinzaine) : deux d'entre eux, Sfântul Gheorghe et Sulina, se trouvent sur le territoire roumain ; le troisième, Chilia, forme la frontière roumano-ukrainienne sur plus de 80 km. Le delta du Danube est une réserve naturelle unique au monde, abritant pas moins de trente écosystèmes différents. Avec une superficie de 4 172 km² – 3 510 km² appartiennent au territoire roumain, le reste, c'est-à-dire la partie gauche du bras de Chilia, à l'Ukraine –, c'est le troisième plus grand delta d'Europe après celui de la Volga et de Kuban. A noter que le delta du Danube a été déclaré « réserve de la biosphère » en 1990, zone qui comprend le delta mais également le complexe de lagons Razim-Sinoe et les rives du Danube, et s'étend au total sur 5 800 km². Classé au patrimoine de l'Unesco depuis 1991, le delta du Danube est notamment l'habitat de plus de 3 500 espèces, dont 2 244 types d'insectes, selon un inventaire de l'Institut national de recherche du delta du Danube. On compte également 86 sortes de poissons, et plus de 330 espèces d'oiseaux migrateurs – le pélican en tête –, qui viennent d'Afrique et d'Asie pour y faire leur nid durant les mois chauds. Quelque 224 de ces espèces sont protégées par la Convention de Berne.

Crédit carte : Administration de la réserve de la biosphère du delta du Danube.





LE TOURISME, UN PEU MAIS PAS TROP

Dans le Delta, les touristes sont assurément moins nombreux que les oiseaux. Mais à défaut d'un tourisme de masse, on y pratique un tourisme averti. Amoureux de la nature, passionnés de pêche, scientifiques... Environ 15% d'entre eux sont étrangers, un pourcentage bien plus élevé que sur le littoral roumain. *« Le potentiel du Delta est important, les étrangers notamment viennent y chercher quelque chose d'unique. Mais la capacité d'accueil reste assez faible, explique Traian Bădulescu, consultant dans le tourisme. On dénombre un peu moins de 7 000 lits contre plus de 100 000 sur le littoral. »* En 2012, 90 000 touristes ont passé au moins une nuit dans le delta du Danube, selon l'Institut national des statistiques. Ils étaient près de 10 fois plus sur le littoral. Peut-être (sans doute) que les choses sont mieux ainsi.

EUROCOPTER ROMANIA
Member of the Group



AIRBUS
HELICOPTERS

Vente d'hélicoptères neufs
et d'occasion





Révision Réparation
Modernisation
d'hélicoptères

EUROCOPTER ROMANIA SA Str. Aeroportului Nr.1A, 507075 Ghimbav Jud. BRAȘOV ROMÂNIA
Tel. +40 268 303 000 Fax +40 268 303 099 E-mail: office@eurocopterromania.ro
www.eurocopterromania.ro



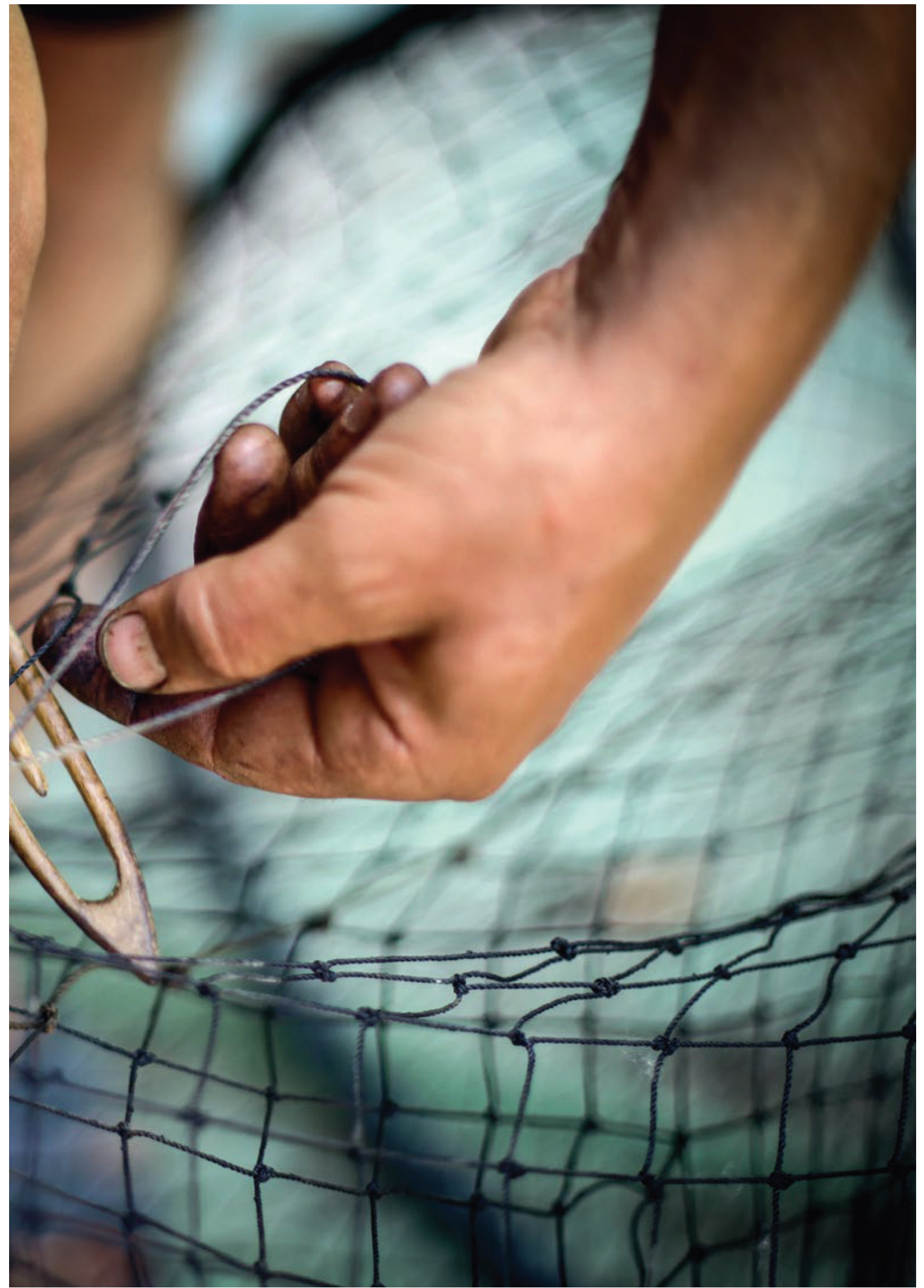
LA PECHE DANS LE SANG

Pour la majorité des habitants du Delta, la pêche reste l'activité principale. Elle est autorisée toute l'année, sauf durant les périodes de reproduction des poissons. Et il est permis à un représentant de chaque famille de pêcher pour sa consommation propre. Les eaux du Delta regorgent surtout de carpes et de gardons, mais on y trouve aussi des brochets, des poissons-chat (ou silures), des esturgeons – venus de la mer Noire et pouvant mesurer jusqu'à quatre mètres de long – ou encore des perches. Aujourd'hui, l'exploitation des ressources en poisson du Delta est strictement réglementée par des actes normatifs. Mais l'Etat peine à les faire tous respecter.



LE CASTOR EST DE RETOUR

Après avoir disparu de Roumanie pendant près de 200 ans, le castor a été réintroduit entre 1998 et 2003 par une équipe de chercheurs de l'Institut de recherche et d'aménagements forestiers de Braşov (ICAS). Venus d'Allemagne, 182 castors ont été relâchés dans les rivières de l'Olt, du Mureş et de Ialomiţa. Bien qu'ils se soient acclimatés à leur nouvel environnement, les rongeurs ont émigré, sans intervention de l'homme, vers le Delta. Ils y ont posé bagage depuis 2010 et semblent s'y plaire. Début juin, l'ONG WWF a montré des images vidéos prises en infrarouge sur lesquelles on peut voir des castors en pleine besogne – ils ne travaillent que la nuit. « Cette espèce herbivore a un impact durable sur l'environnement. (...) Les branchages qu'elle arrange peuvent devenir des nids pour les oiseaux ou des cachettes pour les reptiles et amphibiens, alors que les canaux qu'elle creuse peuvent être des endroits sûrs pour le dépôt des œufs de poissons », ponctue Alexandra Panait de WWF.





SULINA, IL ETAIT UNE FOIS

Si elle donne aujourd'hui l'impression d'une ville à l'abandon, Sulina peut se vanter d'avoir été considérée, à la fin du 19ème siècle, la première capitale européenne. C'est là que les grandes puissances occidentales profitèrent de la fin de la guerre de Crimée entre la Russie et l'Empire ottoman (1856) pour créer la Commission européenne du Danube, qui sera dissoute en 1939. L'objectif était d'améliorer la sécurité et le contrôle de la navigation sur le fleuve, artère commerciale cruciale, pour se protéger de l'influence russe. Toute l'Europe, et même un peu plus, s'est un temps retrouvée autour de ce port franc. A la grande époque de la Commission, la ville comptait des églises anglicanes, catholiques et grecques, une mosquée et une cathédrale orthodoxe. Sulina la cosmopolite sera immortalisée dans le roman *Europolis* de l'écrivain roumain Eugeniu Botez, alias Jean Bart. La petite cité compte aujourd'hui 4 000 habitants, contre 20 000 en 1856.



BRACONNAGE

Il existe, malheureusement. Sous l'eau d'abord, avec des pêches illégales qui menacent la population de poissons du Delta. *« Le braconnage organisé est souvent couvert par les autorités, et il est pratiqué par des pêcheurs professionnels, soutient Cristian Mititelu-Răileanu de WWF. Ils utilisent le courant électrique ou des filets mono-filaments. Ces deux techniques affectent tous les poissons qui se trouvent dans leur zone de pêche. »* La chasse, elle, a été totalement interdite il y a deux ans. Cette mesure a sensiblement réduit le braconnage. Avant, les étrangers venaient spécialement dans le Delta pour chasser biches, sangliers, oies sauvages et autres oiseaux. *« Certaines agences proposaient ce genre de voyage axé sur la chasse, note Ovidiu Bufnilă, de la Société roumaine d'ornithologie. Les Italiens notamment en étaient très friands, mais aujourd'hui, ils ne veulent plus prendre le risque de se faire arrêter. »*



IMPRIMERIA
ARTA
GRAFICA

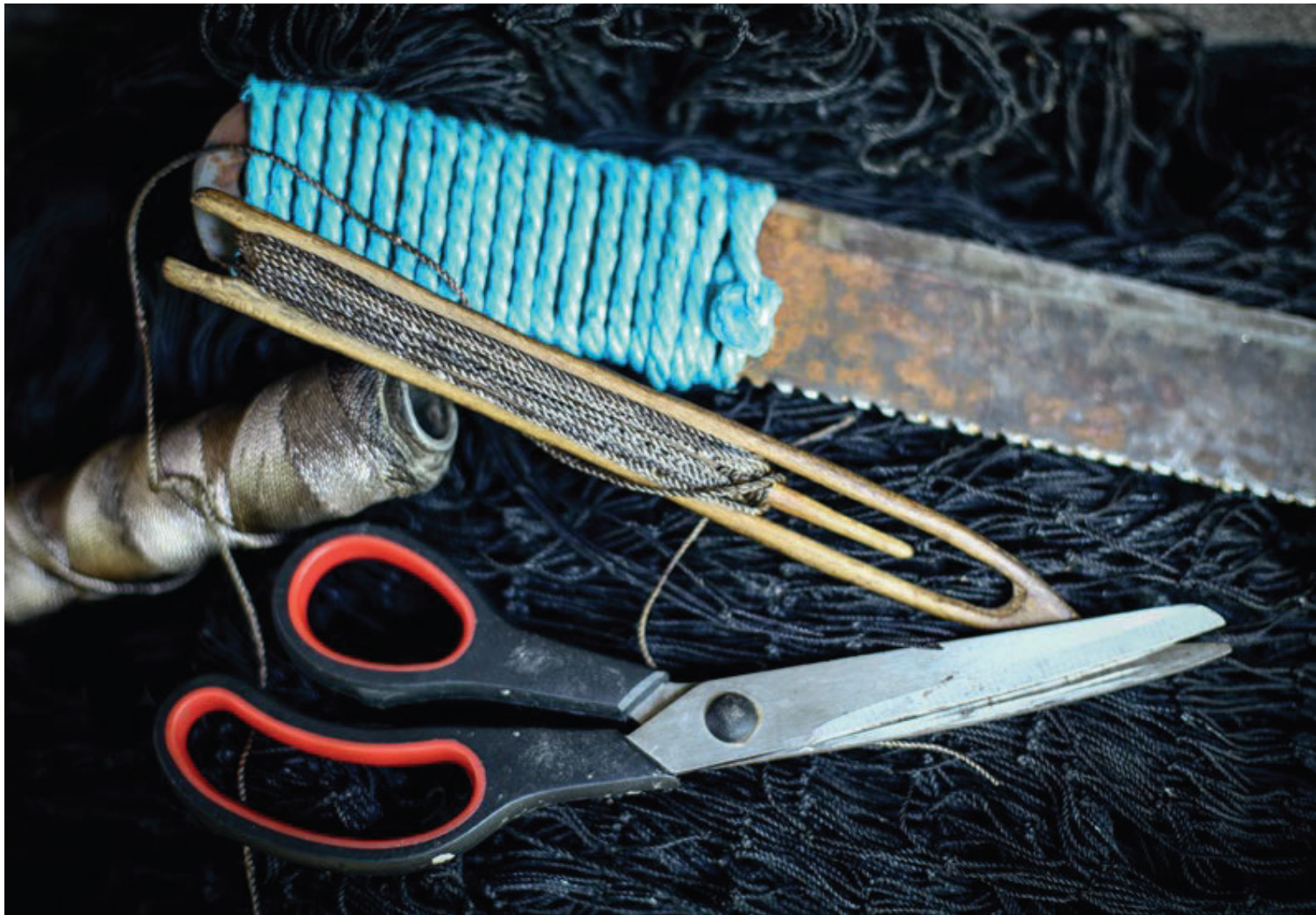
agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere



B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu





A LA UNE

LES HABITANTS

Il existe 29 localités dans le périmètre de la réserve du Delta pour une population totale de 12 500 habitants. Sulina, la seule ville, regroupe un tiers de la population. Si les Roumains sont majoritaires, le Delta abrite aussi une importante communauté de Lipovènes (10%). Ces Russes orthodoxes ont fui leur pays il y a 300 ans et sont connus sous le nom de « vieux-croyants ». Persécutés par le tsar, notamment parce qu'ils refusaient de prier pour lui, ils sont venus chercher la paix dans le Delta, où les conditions de vie difficiles leur ont assuré une certaine tranquillité. Les vieux Lipovènes ont gardé leur longue barbe, ce qui les rend encore aujourd'hui facilement reconnaissables. Le Delta accueille également une population d'Ukrainiens, bien moins nombreux cependant que les Lipovènes. Mais la population du Delta dans son ensemble décroît, les jeunes, qu'ils soient lipovènes, ukrainiens ou roumains étant toujours plus nombreux à quitter la région.

DES CHEVAUX REDEVENUS SAUVAGES

Libres, fougueux, on peut les voir galoper sur les grandes plaines sableuses qui ponctuent les marécages et les canaux du Delta. « Ils sont environ 4 000 à vivre à l'état sauvage sur l'ensemble du Delta, mais personne ne s'intéresse vraiment à leur sort », déplore le vétérinaire Ștefan Răileanu. Sous le communisme, ils ont été amenés pour aider l'homme à développer l'agriculture. Mais lorsque la situation économique s'est dégradée, dans les années 1980, l'absence de nourriture a obligé les paysans de les abandonner. Enfin libres, ils ont alors retrouvé des comportements sauvages comme la vie en horde, dirigée par un étalon dominant. Un temps, les paysans ont voulu les récupérer pour les vendre à des sociétés italiennes intéressées par leur viande. Mais ce commerce a cessé en 2008 lorsque des vétérinaires constatèrent que ces chevaux étaient atteints d'anémie infectieuse. Cette maladie leur a sauvé la vie.



LA FORET DE LETEA, ENCLAVE TROPICALE

C'est l'un des mystères du Delta. La forêt de Letea, dans sa partie protégée, s'étend sur près de 3 000 hectares et renferme une hétérogénéité et une densité d'espèces végétales uniques à cette latitude. On y trouve des plantes d'Afrique, d'Asie, d'Europe centrale... Avant, la mer arrivait jusque-là, il y a 2 400 ans. « *Les conditions naturelles de cette forêt sont celles de la steppe de sable, qu'on ne trouve nulle part ailleurs en Roumanie*, explique le botaniste et directeur du parc national de Măcin, Viorel Roșca. *Les plantes tropicales sont arrivées ici au fil du temps par l'intermédiaire des oiseaux migrateurs et de leur plumage, mais aussi par le vent et les eaux.* » La forêt de Letea est une réserve naturelle protégée depuis 1938.

VEOLIA WATER SOLUTIONS & TECHNOLOGIES
est un des leaders mondiaux dans la réalisation des projets de stations de traitement d'eau pour les municipalités et le secteur industriel.

VEOLIA
WATER
Solutions & Technologies



HydromediaTM
DRAINAGE RAPIDE DE L'EAU PAR LE BÉTON

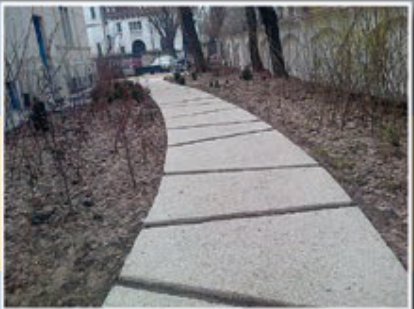
Solutions
pour la gestion de
l'eau pluviale





Béton décoratif, en diverses
textures et nuances

Artevia
L'ART DU BÉTON





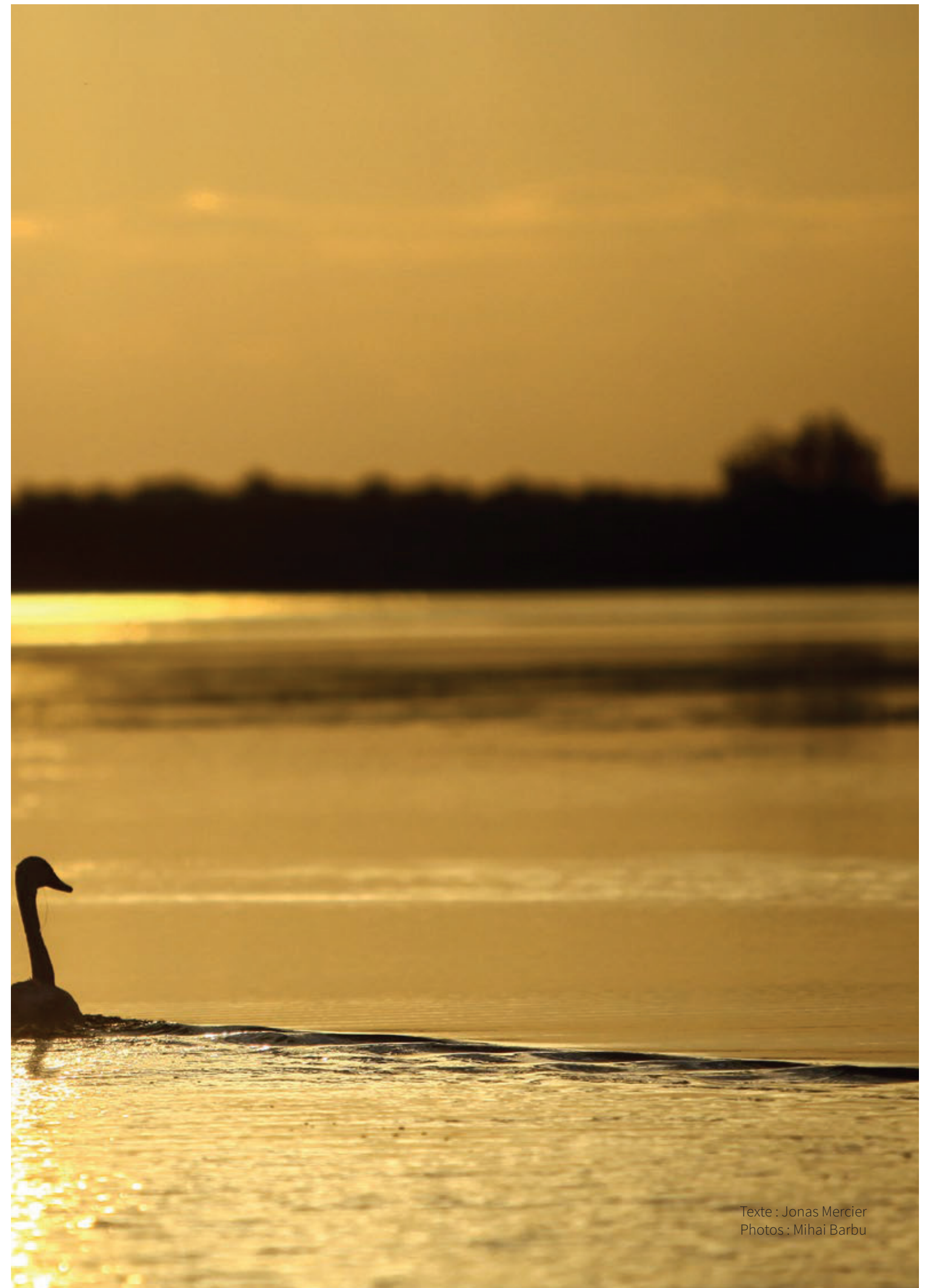
Agilia[®]
Béton auto compactant,
ZERO vibration!



**Offre intégrée
Lafarge**

Avec une gamme complexe
de produits et services pour la
réalisation de grands travaux
d'infrastructure, **Lafarge**
offre aux constructeurs une
solution intégrée qui génère
d'importantes économies de
temps et de coûts.

LAFARGE
Construire
des villes meilleures[™]



Texte : Jonas Mercier
Photos : Mihai Barbu

Elles ont fleuri sous le régime communiste, survécu à sa chute, lutté contre les aléas de la transition vers une économie de marché : nombre de grandes marques roumaines prospèrent aujourd'hui grâce à des investissements étrangers, mais aussi à la nostalgie qu'elles suscitent.

Nouvelles **VIES**

« LA ROUMANIE COMMUNISTE

se targuait d'une production industrielle plus diversifiée que celle de la Tchécoslovaquie, qui était pourtant l'un des pays les plus industrialisés du bloc communiste », rappelle le professeur d'économie et ancien ministre Mircea Coșea. « On disait avec fierté que l'industrie roumaine produit quasiment tout : des chaussettes aux turboréacteurs, et des crayons aux blindés. Mais personne ne précisait quelle était l'efficacité de cette diversification en termes de qualité, de potentiel d'exportation, de consommation d'énergie et de pollution. Sinon, on aurait dû reconnaître que 5% à peine de ces produits industriels pouvaient être exportés vers des marchés libres », souligne-t-il.

Près de 25 ans après la chute de Nicolae Ceaușescu, la plupart des usines qui faisaient la fierté de son régime ont fermé leurs portes, victimes de la concurrence ou d'une mauvaise gestion. A quelques exceptions près, celles qui ont survécu ont été sauvées par des capitaux étrangers. L'usine Dacia en est sans doute l'exemple le plus emblématique. Reine incontestable des rues avant 1989, Dacia est aujourd'hui la marque roumaine la plus connue dans le pays comme à l'étranger. L'usine de Mioveni a commencé à produire des voitures sous licence Renault en 1968, à une époque où Nicolae Ceaușescu ouvrait, brièvement, le pays à l'Ouest. Un peu plus de deux millions de voitures y ont été fabriquées avant sa reprise par Renault, en 1999. L'entreprise a depuis fait beaucoup d'efforts pour se débarrasser de son image vieillotte,

car le modèle qu'elle produisait au moment de son rachat, la Nova, n'était pas loin de la 1300 fabriquée pendant 30 ans, et suscitait les railleries des Roumains, qui à partir de 1990 ont eu accès aux marques occidentales.

Si d'aucuns regrettent que l'usine soit contrôlée par un groupe étranger, « qui empoche les bénéfices », ses dirigeants soulignent que Renault a injecté 2,2 milliards d'euros en Roumanie, aussi bien dans la modernisation du site – qui vient de produire sa 5 millionième voiture – que dans d'autres activités essentielles pour la construction d'un véhicule. En l'absence de cet investissement, l'usine aurait sans doute connu une mort lente, à l'instar du constructeur automobile ARO de Câmpulung. Dacia est également le premier exportateur roumain et la compagnie qui a enregistré en 2013 le plus gros chiffre d'affaires, soit plus de 4 milliards d'euros. En 2012, ses exportations ont représenté près de 8% du volume total des exportations roumaines. Et en 2013, l'usine a exporté 93% de sa production, soit environ 300 000 voitures.

« Près de la moitié des 50 compagnies les plus appréciées sont des marques qui ont une longue histoire "communiste" derrière elles, des marques ayant des racines profondes dans le subconscient collectif », souligne le consultant en "branding" et designer Bogdan Branzas. « Le communisme vend toujours », notent les analystes. Et l'apport de capitaux étrangers permet aujourd'hui de fructifier ce capital.

Selon le président de l'Association des importateurs et exportateurs roumains (ANEIR), Mihai Ionescu, environ 80% des exportations du pays sont désormais le fait de compagnies à capitaux étrangers. Autre grande marque roumaine, fondée en 1991 mais héritière d'une tradition de 135 ans dans l'extraction pétrolière, et deuxième après Dacia en termes de chiffre d'affaires, Petrom doit aussi son succès actuel à un investisseur étranger. La reprise en 2004 du groupe pétrolier roumain par

l'autrichien OMV avait suscité de vives critiques. Une compagnie qui comptait à peine 6 000 employés avalait un géant en employant 57 000... Mais au moment de sa reprise, Petrom enregistrait des pertes de 246 millions d'euros. Neuf ans plus tard, ses bénéfices ont atteint le niveau record de 1,09 milliard d'euros.

Dans un secteur différent, le fabricant de réfrigérateurs Arctic, né en 1970, détenait le quasi monopole du marché roumain en 1989. Confronté à la concurrence des marques étrangères, il a été racheté en 2002 par les Turcs d'Arcelik qui ont depuis diversifié la production, y ajoutant machines à laver, aspirateurs, cuisinières et téléviseurs. « 80% des foyers roumains détiennent au moins un produit Arctic », assure la compagnie, qui contrôle aujourd'hui

une part de 35% du marché de l'électroménager, et exporte ses produits vers une soixantaine de pays.

« *La Roumanie doit passer de l'étape "fabriqué en" à celle de "fabriqué par"* »

Autres exemples, les fabricants de cosmétiques Gerovital et Farmec, ou encore la compagnie de produits pharmaceutiques à base de plantes Plafar, des « survivants » de l'époque communiste toujours très prisés, tout comme Dero. Remontant à 1966 et connue de tous les Roumains, la marque Dero est devenue synonyme de lessive, et désigne aujourd'hui encore génériquement n'importe quel détergent. Reprise en 1995 par le groupe

anglo-néerlandais Unilever, elle sait mettre à profit son histoire, même si Dero s'efforce désormais d'élargir son public au-delà du stéréotype de la femme au foyer.

Comme le confirment les experts, lorsqu'une marque indépendante entre dans le portefeuille d'une multinationale, elle a accès à des ressources importantes, qu'il s'agisse de fonds, de marketing, ou de relations privilégiées avec les distributeurs. La hausse des ventes est alors garantie. Ce fut également le cas pour Joe, la gaufre née en 1994 dans une petite fabrique de Timișoara. En 2000, le géant Nestlé achète la fabrique et la marque. Avec le même emballage mais une plus grande variété d'arômes, Joe domine aujourd'hui le marché roumain des gaufres.

Exception dans cette succession de rachats, l'eau minérale Borsec. Son histoire remonte à 1806, et elle est détenue depuis 1998 par le groupe à capitaux intégralement roumains Romaqua, qui a enregistré en 2013 un chiffre d'affaires de 133 millions d'euros. Selon un sondage réalisé en 2013 par la compagnie Unlock Market Research, Borsec est la marque à laquelle les Roumains font le plus confiance.

Ceci étant, si l'on met en perspective la situation économique de la Roumanie, ces "belles histoires" ne suffisent pas... « L'économie roumaine n'a pas généré ces vingt dernières années des produits et services qui devancent ceux considérés comme "historiques" », ajoute Bogdan Branzas. « La Roumanie doit passer de l'étape "fabriqué en" à celle de "fabriqué par" », soutient M. Coșea, en marge d'une conférence organisée récemment par les économistes du site CursDeGuvernare.ro. « Depuis 1990, l'industrie roumaine a renoncé au système centralisé mais n'a pas vécu de véritable transformation structurelle », déplore-t-il, estimant que le pays devrait se fixer comme priorité le développement des branches liées au secteur énergétique et à l'agriculture.

Mihaela Rodină

Dessin : Sorina Vasilescu



DANS *le fond*

Economiste, Mircea Coșea a été président de la Commission nationale de stratégie et de prévision économique entre 1990 et 1993, et ministre d'Etat entre 1993 et 1996. Aujourd'hui professeur universitaire à la faculté d'économie de Bucarest (ASE), il revient sur l'état de l'endettement de la Roumanie et les relations de Bucarest avec le Fonds monétaire international (FMI).

Regard : Quelle est la situation actuelle des crédits internationaux contractés par la Roumanie ?

Mircea Coșea : D'un point de vue statistique, la Roumanie se trouve dans une situation plutôt confortable. Elle a un taux d'endettement inférieur à 40% de son PIB (produit intérieur brut, ndlr), ce qui est relativement faible par rapport aux autres pays européens. Les autorités s'en flattent mais de mon point de vue, leur façon d'aborder les choses est mauvaise. Car dans le cas de la Roumanie, le taux d'endettement n'est pas vraiment ce qui importe. Sa capacité de remboursement, par contre, est essentielle. Or, aujourd'hui, la Roumanie est un pays qui se trouve sous la moyenne européenne en termes de production de valeur ajoutée, et plus encore de capitalisation interne. A cela s'ajoute un degré insuffisant de collecte des taxes et des impôts. Toutes ces choses font que les difficultés du pays à rembourser sont plus importantes qu'ailleurs.

« La Roumanie est un bon élève du FMI, mais les élèves doivent à un moment donné se détacher de leur professeur

Dans ce contexte, quel a été l'intérêt d'un prêt de 20 milliards d'euros auprès du FMI, de l'UE et de la Banque mondiale en 2009 ?

L'accord avec le FMI est le résultat d'une situation spécifique. C'est un emprunt important qui a été contracté de par le besoin de stabilisation de l'économie. Officiellement, cet emprunt a été nécessaire pour sauver la Roumanie d'un défaut de paiement. Mais il a été signé sans avoir obtenu l'approbation préalable du Parlement, chose très rare. C'est pour cela



Andrea Schaechter, chef de mission du FMI pour la Roumanie, en discussion avec Cătălin Predoiu, premier-vice-président du Parti démocrate libéral (PDL, opposition), le 11 juin dernier à Bucarest.

qu'aujourd'hui, il reste très contro-
versé.

Peut-on dire que la Roumanie est l'un des bons élèves du FMI ?

Le pays a connu en 2013 un très bon taux de croissance, peut-être le meilleur de l'UE. Ce résultat est notamment dû au respect des politiques de stabilisation imposées par le FMI. Aujourd'hui, en suivant les directives du FMI, nous avons créé une plateforme assez stable d'équilibre macro-économique. Les indicateurs sont bons. Ceci étant, il faut construire quelque chose à partir de cette base. Et pour cela, il faut une autre politique, une façon différente d'aborder les choses, qui soit basée sur la relance et non plus sur la rigueur. Or, pour le moment, nous n'avons rien de cela. Donc oui, la Roumanie est un bon élève du FMI, mais les élèves doivent à un moment donné se détacher de leur professeur.

Le gouvernement Ponta vient toutefois d'annoncer une réduction des charges patronales de cinq points, ce

qui n'était pas une directive du FMI...

Théoriquement, c'est une bonne mesure. Mais en pratique, elle n'aura par les effets escomptés par le gouvernement de réduire l'évasion fiscale et de créer des emplois. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu une erreur de synchronisation. La théorie économique et les expériences des autres pays montrent que des résultats apparaissent seulement si cette réduction des charges sociales est concomitante à l'augmentation du salaire minimum. Or, chez nous, le salaire minimum a augmenté dès le début de l'année – il est passé à 636 lei net par mois (environ 145 euros), avant une nouvelle augmentation à 153 euros depuis le 1er juillet, ndlr –, conduisant à des coûts nouveaux pour les entreprises, alors que la réduction des charges patronales n'est encore qu'une promesse. Selon moi, la sortie des clous du gouvernement Ponta n'est pas encore la preuve qu'il existe une véritable stratégie de croissance économique.

Propos recueillis par Jonas Mercier.

Photo : Mediafax

A L'AFFUT

La Banque de commerce et d'industrie de Chine – connue pour être la plus rentable au monde – financera les travaux de finition et de mise en œuvre des groupes 3 et 4 de la centrale nucléaire de Cernavodă (sud-est du pays), a déclaré le 23 juin dernier le vice-premier ministre roumain Liviu Dragnea. Les deux premiers groupes en fonction à Cernavodă couvrent actuellement 18% des besoins en électricité de la Roumanie ; les deux autres doubleront la production une fois en activité. La technologie utilisée pour les groupes 3 et 4 sera toujours canadienne, de type CANDU – réacteur nucléaire à l'uranium naturel (non enrichi) à eau lourde pressurisée. A noter que les investisseurs chinois seraient également intéressés par la construction d'une nouvelle centrale électrique à Rovinari (sud du pays). R.R.

Petits bas de laine

Seuls 21% des Roumains arrivent à faire des économies, et 4% ont de l'argent investi sous différentes formes, affirme un sondage publié le 18 juin dernier par le Fonds de garantie des dépôts. Parmi ces épargnants, 53% ont économisé moins de 300 lei par mois au cours de la dernière année. Par ailleurs, les Roumains préfèrent la monnaie nationale : 84% de l'argent économisé est en lei, 27% en euros. Et une majorité sait que les dépôts en banque sont garantis jusqu'à 100 000 euros. R.R.



VIVRE
CRÉER APPRENDRE
comprendre **PROTÉGER**
investir
DÉVELOPPER
... ensemble

GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

DROIT DES SOCIÉTÉS - INVESTISSEMENT ÉTRANGER - DROIT DE LA CONCURRENCE
LITIGES ET ARBITRAGES - DROIT IMMOBILIER - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
DROIT COMMERCIAL - FUSIONS - ACQUISITIONS - DROIT SOCIAL

www.gruiadufaut.com

ROMANIA Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3 / 030237 Bucuresti | Tél : +40 (21) 305 57 57 | Fax : +40 (21) 305 57 58 | bucarest@gruiadufaut.com
FRANCE 6 Avenue George V / 75008 Paris | Tél : +33 (0) 1 53 57 84 84 | Fax : +33 (0) 1 53 57 84 82 | paris@gruiadufaut.com

Face aux MURS

Comment améliorer la qualité de vie des habitants dans les villes ? La question du développement urbain durable s'impose au sein des administrations roumaines. Objectif : se défaire d'un urbanisme sauvage pour entrer dans une logique du « mieux vivre ensemble », sur le modèle d'autres pays européens. Un séminaire réunissant des urbanistes roumains et des experts français a eu lieu en ce sens fin juin *.

« **APRES LA CHUTE DE CEAUȘESCU**, le développement urbain a été assez sauvage. On essaie maintenant de retrouver une logique, a commencé par affirmer Gheorghe Pătrașcu, architecte en chef de Bucarest, lors du séminaire. Il faut maintenant recoudre le tissu urbain. » Notamment en luttant contre l'étalement urbain, et « en tenant compte des questions à la fois économique, sociale et environnementale », a poursuivi François Priet, directeur du Gridauh (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat, Paris). Premier objectif concernant Bucarest : désenclaver le sud de la ville, coupée en deux par le boulevard Unirii, et le rendre plus attractif.

Dernièrement, le ministère du Développement régional et de l'Administration publique a lancé un projet-pilote dans l'un des quartiers les plus défavorisés de la capitale, Ferentari. « Il s'agit d'avoir une approche intégrée dans ce quartier où les bâtiments se dégradent, où la population est peu éduquée, où l'on manque de transports, où il y a de l'insécurité, des problèmes de drogue... Jusqu'à maintenant, on se contentait d'interventions ponctuelles, il faut passer à une approche intégrée », a soutenu Cristina Bălan, chargée du projet, toujours lors de ce séminaire franco-roumain sur le développement urbain durable. Autrement dit, ne pas construire pour construire ou détruire pour détruire, mais s'engager à s'attaquer aussi aux causes.

Selon Wilfried Geller, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (France), expert des zones sensibles, « le secret d'une rénovation urbaine réussie est d'impliquer les habitants dans le projet ». A Ferentari, il faudrait donc que les habitants eux-mêmes

s'intéressent au développement de leur quartier, à travers des réunions publiques, des enquêtes... « C'est une zone (Ferentari, ndlr) stratégique, proche du centre, nous voulons en faire un modèle de développement urbain », a de son côté assuré Anca Ginavar, responsable du service de l'aménagement du territoire au Ministère.

LES CHOSES EVOLUENT, PEU A PEU

« Jusqu'à présent, la classe politique roumaine n'a pas assumé les réformes nécessaires pour un développement plus durable », regrette Gheorghe Pătrașcu. D'où la nécessité de recourir à des fonds européens pour financer ces projets, ou à des partenariats public-privé, de plus en plus nombreux. A cause du manque de lois sur l'aménagement du territoire, de nombreux immeubles de béton et d'acier, loin de suivre les normes environnementales, ont vu le jour au début des années 2000. Une directive européenne devrait changer la donne : dans les marchés publics, le critère du prix le plus bas sera remplacé d'ici 2016 par « l'offre économique la plus avantageuse ». De fait, la qualité des matériaux et l'économie d'énergie, entre autres, seront davantage prises en compte.

Déjà, un certain changement est perceptible. Plusieurs projets de réhabilitation ont été lancés pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. A Bucarest, l'immeuble de bureaux Euro Tower – situé à l'intersection des rues Barbu Văcărescu et du boulevard Lacul Tei – est l'un des premiers bâtiments « verts » à avoir été construit et finalisé en 2010. Par ailleurs, malgré l'étalement urbain subi ces dernières années, la capitale roumaine compte encore 23 m² d'espaces verts par habitant, bien plus qu'à Paris. Autre exemple, à

Cluj, où une école « verte » autonome en eau et en énergie a vu le jour, et où les taxes locales ont été réduites pour des constructions « durables ». Et à Timișoara, le City business center a reçu en 2009 le prix du bâtiment vert de l'année. Un élan qui devrait se poursuivre : Tiberiu Florescu, doyen de la faculté d'urbanisme de Bucarest, a annoncé récemment qu'un master en développement urbain durable, dispensé en français, verrait le jour à la rentrée prochaine.

Enfin, au-delà du développement urbain, des signes positifs apparaissent, l'environnement est enfin pris en compte : alors que la consommation de charbon augmente dans le monde, la Roumanie est l'un des rares pays d'Europe – selon un rapport récent de l'Agence internationale de l'énergie – à voir sa consommation de charbon baisser au profit des énergies renouvelables. Les communes de Fântânele et Cogeașlac, dans le nord-est du pays, vont d'ailleurs accueillir le plus grand parc éolien terrestre du continent, avec 240 éoliennes réparties sur 1 100 hectares, de quoi alimenter 400 000 foyers.

Marlène Vitel

* Ce séminaire franco-roumain sur le développement urbain durable, organisé par l'ambassade de France à Bucarest, s'est déroulé le 24 juin à Bucarest (hôtel Novotel), et le 25 juin à Cluj-Napoca (hôtel City Plaza). En partenariat avec les rencontres d'affaires « Mieux vivre en ville », organisées par UbiFrance, et avec l'appui de la Chambre de commerce franco-roumaine, le séminaire a eu pour objectif d'encourager les échanges d'expérience entre les acteurs publics et privés, français et roumains, pour la construction d'une stratégie globale de développement urbain durable.

RECONNU POUR SA DYNAMIQUE DE COMPORTEMENT ET SA SÉCURITÉ*

MICHELIN LATITUDE Sport 3 EST HOMOLOGUÉ SUR LES VÉHICULES LES PLUS PRESTIGIEUX ET FREINE 2,70 M PLUS COURT**



MICHELIN
LATITUDE Sport 3

(1) B-C (2) A** (3) 70-72 dB (4)

MICHELIN Total Performance

...Et avec MICHELIN Total Performance, plus de performances réunies.

Extensions dimensionnelles en cours. Informations valides à date de publication. Pour plus d'information, visitez le site www.michelin.fr. * Comparé à la précédente génération, MICHELIN LATITUDE Sport, test TÜV SÜD 2013 sur sol mouillé (en 235/65 R 17) MICHELIN LATITUDE Sport 3 est noté A en freinage sol mouillé dans la majorité de ses dimensions. ** Sur la majorité des dimensions. (1) Efficacité en carburant (de A à G). (2) Adhérence sur sol mouillé (de A à G). (3) Classe du bruit de roulement externe (de 1 à 3). (4) Valeur mesurée du bruit de roulement externe (en décibels).



Grenier de l'Europe pour le blé pendant la période de l'Entre-deux-guerres, la Roumanie développe désormais d'autres cultures, comme celle du colza, plus profitable mais non sans risques. Témoignages d'agriculteurs...

PLEIN DE COLZA ?

CES DERNIERES ANNEES, LES récoltes exceptionnelles de blé ont contribué de façon conséquente à la croissance économique du pays. Pourtant, du côté des agriculteurs, tout n'a pas été rose. La surproduction a souvent généré une baisse des prix qui a fait mal au portefeuille des cultivateurs. Ces derniers se sont alors tournés vers d'autres productions, notamment celle du colza. La superficie cultivée avec cette plante est aujourd'hui quatre fois plus importante qu'il y a deux ans : près de 400 000 hectares – sur un total de 8 millions d'hectares de terres agricoles au niveau national.*

Plus de 80% de la récolte du colza part vers l'export, plante principalement utilisée soit pour la production de biocombustible, soit pour l'huile alimentaire. Les agriculteurs roumains se frottent les mains : des tonnes de colza se vendent

plus de deux fois plus cher que le blé ou le maïs, c'est-à-dire environ 500 euros par tonne. Ceci étant, « si les prix à la tonne sont plus de deux fois supérieurs à ceux du blé, les rendements par hectare sont deux fois moindres ; les revenus par hectare sont donc presque identiques. Certains agriculteurs cherchent alors des variétés à meilleure teneur oléique, qui sont mieux payés, car ils ont un peu plus d'huile », explique Sébastien Record de Geosys. Par ailleurs, cette culture du colza n'est pas non plus la panacée, et comporte certains inconvénients...

Constantin Mocanu est propriétaire d'une ferme dans le département de Brăila, à l'est du pays, et affirme que pas mal de choses peuvent tourner au vinaigre avec le colza. Sur son terrain agricole – plus de 1 000 hectares – des graines de colza ont été semées sur plusieurs dizaines d'hectares, et ce de façon constante

depuis plusieurs années. « Le colza m'a bien rapporté, et ces derniers mois ont été parfaits, avec beaucoup d'humidité à l'automne et au printemps, et de la chaleur en été. Toutefois, je n'aime pas trop cette culture, elle engendre souvent des problèmes, soutient Constantin Mocanu. On doit semer à la fin du mois d'août, début du mois de septembre, et sans système d'irrigation performant, la récolte est automatiquement perdue. Par ailleurs, le colza est très sensible au gel, tout comme aux maladies. Il m'est arrivé de terminer une belle année et de tout perdre en deux jours, c'est très frustrant. »

George Cârteraru, gérant de fermes dans la commune de Dorobanțu (département de Călărași, sud du pays), a lui aussi connu des expériences diverses avec le colza depuis 2007... « C'est une culture profitable, mais qui ne mérite d'être semée que sur une surface raisonnable,

il ne faut surtout pas tout miser sur le colza (...). C'est une plante fragile qui peut mourir en un ou deux jours. » D'une part, les aléas du temps peuvent tout ruiner, même une grêle faible. D'autre part, explique l'agriculteur de Dorobanțu, « le colza ne mûrit pas de façon uniforme, et si on attend trop, il pourrit vite ». George Cârteraru a décidé cette année de ne dédier que 70 hectares au colza : « Je le vends à un producteur local de céréales, filiale d'une grande multinationale, qui le revend ensuite à l'usine de biodiesel de Lehliu. »

« Le colza, c'est bien d'en avoir un peu, l'année dernière a été très profitable ; d'autres années par contre, je n'ai rien pu en tirer, des tournesols ont poussé à la place »

Même son de cloche du côté d'Arnaud Perrein, agriculteur français président de l'association des producteurs de maïs du sud de la Roumanie, qui préfère lui aussi être prudent vis-à-vis du colza, même si sur les deux dernières années, il est passé de 50 à 250 hectares de culture – le blé et le maïs restant ses deux principales sources de revenu. « Le colza, c'est bien d'en avoir un peu,

l'année dernière a été très profitable ; d'autres années par contre, je n'ai rien pu en tirer, des tournesols ont poussé à la place, ils sont de la même famille. Cette année, je ne dédierai qu'environ 30% en plus de ma surface agricole au colza. »

De son côté, l'ancien ministre de l'Agriculture Adrian Rădulescu, malgré la prudence qui est de mise, prédit un bel avenir au colza... « A partir du moment où il s'agit d'agriculteurs expérimentés, il n'y a aucun problème. Depuis le milieu des années 1990, avec l'aide d'Italiens qui ont amené les semences, nous nous sommes familiarisés avec cette culture. C'est une plante précoce et bon marché, la première qui se récolte après l'orge. Elle a remplacé pas mal d'hectares de blé et de soja, et n'a besoin que de deux, maximum trois traitements par an contre les maladies et les intempéries. Surtout, elle se vend très bien. Evidemment, pour ceux qui débutent, il faut faire très attention. C'est une plante qui a notamment besoin de beaucoup de chaleur. Je pense qu'on arrivera à 600 000 hectares de culture de colza dans un ou deux ans, mais tout dépend aussi de ce qui se passera avec le soja. »

Carmen Constantin
Photo : Mediafax

* Pour rappel, la Roumanie est le pays de l'UE comptant le plus grande nombre d'exploitations, près de quatre millions, soit 32% du total réparti dans les 28 Etats membres. Mais leur surface moyenne ne dépasse pas trois hectares ; l'agriculture de subsistance concerne 50% de la surface agricole utile. A noter par ailleurs que l'assolement de la Roumanie – division des terres –, c'est 1/3 de maïs, 1/3 de blé, et 1/3 divers : tournesol, colza, soja, orge... donc de la variété sur moins de 35% de la surface agricole. Pour ce qui est du colza, sa production se retrouve plutôt dans les moyennes et grandes fermes.

Surface cultivée avec du colza :
2012 : 105 000 hectares
2013 : 296 000 hectares
2014 : 391 000 hectares
Source : ministère de l'Agriculture.

Prix de vente par tonne :
Colza : environ 500 euros
Blé : environ 230-250 euros
Maïs : environ 150-180 euros
Source : agroinfo.ro, bursacereale.com



Le souffle court de l'emploi

La Roumanie n'aurait pas de problème de chômage, les chiffres dans ce domaine semblent rassurants. Mais qu'en est-il réellement ? Plusieurs analystes font ici le point sur une idée reçue qui cache un marché de l'emploi peu reluisant, où la formation notamment est à revoir et à dynamiser.

AVEC UN TAUX DE CHOMAGE A 7,1% – pourcentage enregistré en avril dernier – la Roumanie se situe officiellement en dessous de la moyenne européenne (10,4%). Toutefois, selon le sociologue Florian Nițu, ces statistiques n'incluraient pas un nombre important de sans emplois, l'agriculture de subsistance concernant environ 70% de la population rurale du pays – qui, elle, représente plus ou moins 40% de la population

totale. « La plupart des personnes vivant dans les campagnes n'ont pas d'emplois mais figurent dans la catégorie de la population active occupée, car impliquées dans des activités agricoles de subsistance. En réalité, ce sont des personnes qui n'ont jamais eu de contrat de travail, n'ont souvent aucune qualification, ne sont pas en quête d'emploi et leur chance d'en trouver est minime », estime le sociologue.

« Ces gens n'ont aucun effet sur l'économie pour ce qui est de la consommation, du paiement des taxes et des impôts, renchérit l'analyste économique Constantin Rudnițchi. L'économie roumaine n'a pas encore atteint un niveau de maturité permettant la création d'entreprises et de coopératives agricoles sur le plan local. »

Dans ce contexte, les programmes de

ECONOMIE

formation et de reconversion s'avèrent essentiels. Lancé en juin à Bucarest, le projet « Développement durable à travers une formation conforme aux normes européennes » est un exemple de programmes co-financés par le Fonds social européen s'adressant précisément aux personnes vivant d'une agriculture de subsistance et aux chômeurs.

« Aujourd'hui, le marché privé de la formation est dominé par des projets co-financés par le programme opérationnel sectoriel "Développement des ressources humaines - POSDRU". Mais hormis l'industrie créée autour de lui, ce programme n'a pas vraiment eu d'effets sur la hausse du nombre d'employés. S'il a probablement amélioré les performances des gens qualifiés, ses résultats sont toutefois difficiles à estimer, poursuit Florian Nițu. Outre la formation, on a aussi besoin d'opportunités d'emplois. »

« Sous-financées et déconsidérées ces vingt-cinq dernières années, les écoles professionnelles ont commencé depuis environ trois ans à regagner du terrain

Certes, ces programmes de formation se proposent aussi d'établir des ponts entre l'offre et la demande. Tâche décidément ardue, soutient Ionica Oncioiu, chargée du projet « Développement durable à travers une formation conforme aux normes européennes » : « On commence à peine à former les élèves et les étudiants à un certain esprit européen, selon lequel il faut pouvoir changer de lieu de travail voire de profession plusieurs fois dans sa vie suivant les secteurs d'activité offrant le plus d'opportunités. »

CETTE ZONE GRISE PERSISTANTE

Mais l'un des grands points faible de l'économie du pays, c'est le travail au noir. Quelque 1,45 million de travailleurs, sur une population active d'environ 9,9 millions de personnes, sans contrat légal recensé par le Conseil fiscal, ne peuvent pas suivre de



Foire de l'emploi à l'université polytechnique de Bucarest, le 18 mars dernier.

stage, ce qui explique aussi pourquoi la Roumanie se trouve à un niveau extrêmement bas en matière de formation professionnelle par rapport aux autres Etats membres de l'Union européenne.

D'après un Eurobaromètre publié en mars dernier, 7% des employés roumains admettent avoir touché une partie de leur rémunération de la main à la main, contre une moyenne européenne à 3%. Mis à part le renforcement des contrôles, Constantin Rudnițchi estime que l'éducation des employés est essentielle, « afin qu'ils comprennent que le travail dissimulé met en danger leur avenir, qu'en l'absence de contribution à la sécurité sociale, ils ne pourront pas bénéficier de l'assurance maladie ni de retraite ». Mais quand le salaire moyen est à 390 euros net par mois, difficile de freiner l'économie grise. Seul le cycle vertueux de formations de qualité d'une part, et d'un entrepreneuriat dynamique tant étranger qu'autochtone d'autre part, pourrait changer la donne, entre autres nécessités.

Et comme partout en Europe, les jeunes figurent parmi les catégories les plus touchées par le chômage. D'après le ministre roumain délégué à l'Enseignement supérieur, Mihnea Costoiu, qui s'exprimait en mars dernier dans une conférence à ce sujet, la Roumanie aurait le taux de jeunes NEET (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire) le plus élevé parmi les Etats membres de l'UE. De plus, « notre système d'enseignement donne des diplômés généralistes qui savent tout faire mais rien de concret, explique Florian Nițu. Or, en période de crise, peu de sociétés peuvent se permettre d'embaucher un jeune sans expérience et de le former. » Situation qui n'est cependant pas spé-

cifique à la Roumanie. Le sociologue souligne par ailleurs que « beaucoup de jeunes ne trouvent pas d'emploi parce que leurs attentes salariales sont exagérées, dépassant le salaire moyen dans le domaine visé ».

Ceci étant, les multinationales, principaux moteurs de l'économie roumaine, embauchent un segment important de la population active, et investissent depuis des années dans la formation de leur main-d'œuvre. « Sur le marché roumain, elles ont apporté une sorte de discipline, du savoir-faire et des procédures de travail. Il y a des sociétés privées roumaines qui commencent même à mettre en œuvre des méthodes de formation empruntées aux multinationales », constate Constantin Rudnițchi.

De façon plus générale, quelle solution apporter au chômage et au sous-emploi roumain ? Faire revivre l'enseignement technique serait l'une des pistes – là encore, option étudiée de près par bon nombre d'autres pays européens en proie à un manque de compétitivité internationale, notamment dans le domaine industriel. « Sous-financées et déconsidérées ces vingt-cinq dernières années, les écoles professionnelles ont commencé depuis environ trois ans à regagner du terrain », affirme Florian Nițu. En outre, la Roumanie devrait investir davantage dans les technologies de l'information, et ce depuis l'école... « Nous avons beaucoup d'informaticiens chevronnés, mais nous manquons d'une industrie structurée, avec un pôle de formation important, qui pourrait représenter une voie de développement extraordinaire pour le pays. »

Alexandra Pop
Photo : Mediafax

COMMUNIQUÉ

LE MONDE RENAULT EN ROUMANIE AU FÉMININ



Sur un total de 17.000 employés, plus de 5.000 sont des femmes... L'univers féminin chez Renault Roumanie n'est cependant pas qu'un chiffre, il illustre aussi la diversité des métiers liés à la construction d'une automobile. Lors de ses deux dernières éditions, le Gala des Femmes de Succès Renault Roumanie a mis en valeur 34 femmes qui ont contribué aux activités de Renault en Roumanie. « Pour qu'une voiture prenne naissance et qu'elle arrive au client, le design, l'ingénierie, la fabrication, la logistique et la commercialisation sont nécessaires, mais aussi une gamme variée de fonctions supports : qualité, achats, finances, systèmes informatiques, services administratifs, relations juridiques, ressources humaines, affaires publiques et communication. Sur 17.000 employés de Renault en Roumanie, 32% sont des femmes, des femmes qui ont un rôle très important dans la production de nos voitures. D'autant plus important que 85% des décisions d'achat pour tout type de produit (y compris pour les voitures) sont influencées par les femmes. Dans le monde Renault, les métiers n'ont pas de genre », a déclaré Nicolas Maure, Président Directeur Dacia et directeur général Renault Roumanie (photo), lors de la deuxième édition du Gala, le 29 mai dernier à Pitești, en félicitant 17 femmes qui ont remporté des prix.

LA DIVERSITÉ GÉNÈRE DE LA PERFORMANCE

Dans le monde Renault, la diversité, autant celle des métiers que celle des profils humains, fait partie de la culture de l'organisation, « parce que le succès d'une entreprise globale dépend de sa capacité à comprendre la société qui l'entoure, dans toute sa diversité », avait déclaré Carlos Ghosn, président directeur général du Groupe Renault. Un plan, dénommé « Women@Renault », a d'ailleurs été lancé en 2010 et regroupe les initiatives du Groupe en matière de diversité femmes/hommes, au niveau mondial. Il s'agit d'un réseau social interne, présent dans 11 pays, qui a pour mission la promotion de la diversité de genre comme pilier de la performance de la compagnie. Ce réseau vise une évolution des processus des ressources humaines (recrutement et gestion des carrières) afin de permettre l'égalité des chances et l'accès des femmes à des postes de management. En Roumanie, le réseau compte environ 400 membres (femmes avec ou sans responsabilité de management), regroupant trois nationalités (roumaine, française et turque). Chez Renault Roumanie, 30% des positions clefs sont occupées par des femmes.



ECONOMIE

PAUVRE R&D

Avec seulement 0,48% du produit intérieur brut (PIB) octroyé en 2011 au financement des activités de recherche et de développement (R&D) – la moyenne européenne est à 2,03% –, la Roumanie est en queue de classement dans le domaine, selon un rapport publié début juin par la Commission européenne. Dans ces conditions, l'objectif d'atteindre 2% du PIB pour la recherche et le développement en 2020 semble compromis, estime Bruxelles. Le même rapport affirme que le secteur privé roumain contribue au financement de la R&D à hauteur de 38,5% seulement, pourcentage presque deux fois inférieur à la moyenne européenne. Et aucune compagnie roumaine ne compte parmi les 1 000 sociétés européennes investissant le plus dans la recherche. R.R.

Changement de braquet

Malgré un réseau de pistes cyclables et de facilités pour les vélos peu développé, les ventes de bicyclettes n'ont cessé d'augmenter en Roumanie pour atteindre 45 millions d'euros par an, selon les dernières estimations d'Eurostat citées par le site gandul.info. 5,2% des Roumains utiliseraient en priorité la bicyclette, notamment pour se rendre au travail. Les modèles neufs les plus chers vendus sur le marché peuvent dépasser 10 000 euros, les plus abordables sont à moins de 100 euros. R.R.



La chronique

DE MICHAEL SCHROEDER

PLACE A L'EMOTION

Le monde du management n'a plus été le même à partir de 1995, quand le psychologue américain Daniel Goleman a publié son livre *Emotional Intelligence and why it can matter more than IQ*. Jusqu'alors, les recherches sur l'intelligence humaine se penchaient exclusivement sur le quotient intellectuel, et sur comment mieux le mesurer. Mais voilà que la vie des affaires notamment allait être chamboulée : une personne ayant beaucoup d'empathie, qui peut se mettre à la place des autres, qui arrive à gérer ses émotions et celles de ses interlocuteurs, est aussi « intelligente ». Depuis, nous avons assisté à une inflation de livres et de séminaires à ce sujet à travers le monde entier.

D'autant que les cadres supérieurs ont aujourd'hui affaire à des marchés de plus en plus complexes et imprévisibles. Contrôler et diriger « top to down » n'est plus tellement possible. Selon le groupe de conseil en management Hay, qui a récemment publié sa vision du leadership (Leadership 2030), l'avenir appartient à ceux qui savent partager le pouvoir et raisonner en réseaux. Hay ajoute que les leaders de demain auront besoin d'une maturité intérieure et d'une intelligence émotionnelle fortes pour réussir. Dans une autre étude du docteur Gerald Mount, cité dans le livre le plus récent de Daniel Goleman *Focus, the hidden driver of Excellence*, ce sont l'empathie, l'intelligence émotionnelle et l'intuition qui marquent déjà les leaders exceptionnels. Beaucoup de managers avaient oublié que pour arriver à obtenir de bons résultats, il ne fallait pas travailler contre mais avec les autres. Encore aujourd'hui, peu d'entre eux sont véritablement capables de se mettre à la portée de leurs collaborateurs. Mais des aspects plus humains font progressivement leur entrée dans la vie professionnelle, souvent trop accaparée par les notions d'efficacité, de rendement, de structures et de processus.

Au sein des entreprises roumaines, le sujet commence aussi à faire son chemin. Il me semble que le temps du management autoritaire au sein duquel rien ne marcherait sans le chef est en voie de disparition – même s'il persiste encore. Je constate un nombre croissant de top managers roumains voulant « apprendre » l'intelligence émotionnelle. Et la première étape à franchir dans un tel processus d'apprentissage est de se regarder dans son propre miroir, de se comprendre soi-même, ses émotions et ses motivations. Pas facile pour ceux qui ont longtemps été guidés par l'égoïsme, la fierté et un sentiment excessif de supériorité.

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.

la révolution digitale est ici la 4G sur tout le pays



l'innovation change avec Orange

www.orange.ro/4G

le business change avec orange™

Le 27 juin dernier, la République de Moldavie a signé son Accord d'association avec l'Union européenne, incluant notamment un volet commercial qui la rapprochera davantage de l'ouest du continent. Mais dans les campagnes moldaves, l'Europe reste bien loin. C'est le cas à Râscăieți, petit village de 3 000 âmes, à deux heures au sud de la capitale Chișinău, et à seulement trente kilomètres de la frontière ukrainienne. Ici, par manque de travail, on vit d'un peu d'agriculture et surtout de l'argent gagné par ceux qui travaillent en Italie ou en Russie.

SUR LES BORDS DU DNIESTR, entre peupliers et roseaux, Alexandru se promène avec sa fille dans les bras. Arrivés sur la plage, sa femme Natacha essaie de mettre la petite dans l'eau, mais Cătălina, un an et demi, crie et s'agite. Lui la contemple émerveillé de ses grands yeux bleus. Cela faisait deux semaines que ce jeune homme de trente ans n'était pas rentré chez lui ; Alexandru travaille à Odessa, à

deux heures de Râscăieți. Depuis l'âge de seize ans, il est ouvrier dans la construction, comme la majorité des Moldaves. Au début, il a d'abord rejoint ses frères sur les chantiers moscovites, mais la capitale russe était trop loin de chez lui.

Alexandru est l'un des rares jeunes de Râscăieți à avoir décidé de rester dans son village. Pour le moment, le couple

habite dans le domicile familial. Mais en face s'élèvent les parpaings de leur prochaine maison. Le jeune homme fait visiter, visiblement gêné par les mauvaises herbes qui ont envahi les fondations. Il espère poser le toit à l'automne. Une bonne partie de son salaire à Odessa – environ 1 500 euros par mois – est destinée à continuer les travaux.

LEGER VENT *d'ouest*



« Ce n'est pas facile tous les jours, on peut perdre son travail du jour au lendemain, un travail au noir, évidemment, raconte Alexandru. Si je le pouvais, j'irais travailler en Europe de l'ouest où le marché du travail est plus stable et les salaires meilleurs. » Il se dit favorable à l'Union européenne, à une condition : « *Qu'on ait le droit d'y travailler librement.* » Pour l'instant, la récente libéralisation des visas de tourisme pour les citoyens moldaves ne le concerne pas, il n'a ni passeport biométrique, ni suffisamment d'argent pour se permettre de voyager en Occident.

De son côté, Vasile Nigai n'attend qu'une seule chose : rendre visite à ses proches installés en Italie. Lui et sa famille peuvent se le permettre, ils vivent décentement tout en étant resté au pays, chose assez rare en Moldavie. A Râscăieți, la moitié des habitants a choisi d'aller gagner sa vie en Russie ou en Italie, peu de Moldaves ont pris le risque de vivre de l'agriculture. « *C'est un domaine profitable, estime Vasile, en Moldavie, il y a un énorme potentiel.* » Sur les bords du Dniestr, cet agriculteur de 50 ans contemple ses champs de

poivrons, l'air satisfait. Il vient de vendre sa première tonne de la saison à un grossiste de Chișinău pour 80 centimes d'euro le kilo, un très bon prix.

L'EUROPE, IDEAL LOINTAIN

L'Accord d'association avec l'Union européenne ? Vasile s'en réjouit. Même si selon lui, « *il y a trop de concurrence au sein de l'Union pour que nous puissions faire face, personne n'attend nos produits qui ne sont ni aux normes, ni à la hauteur des exigences européennes.* ». Pour lui, l'Europe, c'est avant tout un idéal... « *Les lois sont les mêmes pour tous et sont respectées beaucoup plus qu'ici. (...) J'espère que les Etats membres feront pression sur la Moldavie.* »

Mais son point de vue n'est pas partagé par tous. En ce samedi matin, sur l'étendue d'herbe jaunie qui fait office de place du marché, l'ambiance est morose. A l'ombre d'un petit arbre, quatre femmes essaient de vendre leurs produits. Fromage, oeufs et lait s'étalent sur des caquettes en plastique posées à même le sol. D'habitude, les habitants de Transnistrie – l'enclave

séparatiste pro-russe située plus à l'est – ont de meilleures retraites, et passent le pont afin d'acheter ces produits frais. Mais aujourd'hui, personne n'a fait le déplacement. Au lendemain de la signature de l'Accord avec l'UE, ces femmes sont remontées contre les autorités. « *Personne ne nous a demandé notre avis, lance la plus jeune, je pense qu'on devrait voter pour décider si on doit rentrer dans l'UE ou pas.* »

Derrière ce sentiment, il y a une crainte, celle de voir se répéter le scénario ukrainien. Aucune de ces femmes n'a oublié les raisons qui ont déclenché la guerre dans le pays voisin. « *C'est à cause des accords avec l'Europe que tout a commencé en Ukraine, on ne veut pas qu'il se passe la même chose ici...* ». Toutes ont peur des représailles de la Russie, notamment à l'encontre des Moldaves qui y travaillent. Le bruit court déjà que Moscou se prépare à renvoyer certains d'entre eux au pays, ce qui priverait de gagne-pain des milliers de familles.

« *Dans tous les cas, si on adhère à l'Europe, la situation ne va pas s'améliorer.* »

Vasile Nigai dans son domaine.





rer pour autant, et puis cela ne pourra jamais être aussi bien que sous l'Union soviétique, poursuit l'une d'elles. Avant, il y avait un point de collecte de lait dans le village, on ne gagnait pas tant que ça, mais au moins on savait quoi faire de notre lait, alors que maintenant, on n'est même pas sûr de le vendre. » Chaque famille n'a plus que deux ou trois vaches, à peine de quoi survivre.

Ici, on se souvient encore des troupeaux entiers de bovins qui, au lever du jour, remontaient dans un nuage de poussière les allées en terre du village pour rejoindre les pâturages au bord du Dniestr. A la fermeture du kolkhoze s'est ajoutée celle de l'usine de production de vin ; il y a sept ans, elle a coïncidé avec l'embargo russe sur les bouteilles moldaves, conséquence directe des premières discussions sur le rapprochement du pays à l'UE. Les villageois ont cru au potentiel vinicole de leur région, mais ils se retrouvent maintenant avec des tonnes de raisin sans savoir quoi en faire.

A l'inverse, la maire du village, Zinaida Marin, est enthousiaste quant au

potentiel de la région. Son exemple : la Roumanie et les petites fermes qui s'y sont développées grâce aux fonds européens. Elle explique avoir déjà attiré des fonds d'un million et demi de lei moldaves – environ 80 000 euros – par le biais du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) afin de construire un marché conforme aux normes européennes. Affiliée au

Parti démocrate libéral de Moldavie (PDLM), elle lance, enthousiaste : « Enfin notre petit pays sera bientôt prêt pour rejoindre la grande famille européenne ! ». Pour le moment cependant, le chemin de la Moldavie vers l'Europe semble loin d'être tout tracé.

Texte et photos : Julia Beurq

Après un accord historique, un scrutin crucial

Par le biais de l'Accord d'association signé le 27 juin dernier, la République de Moldavie, indépendante depuis 1991, concrétise son rapprochement à l'UE, entamé il y a quelques années déjà avec le soutien de Bucarest. La Roumanie est d'ailleurs l'un des premiers pays membres à avoir approuvé cet accord au Parlement, le 2 juillet dernier. Date qui a coïncidé avec le vote au sein du Parlement moldave : l'Alliance pour l'intégration européenne (AIE), qui fait office de coalition gouvernementale, avait besoin d'au minimum 51 voix pour que l'Accord soit ratifié. Mais seulement 59 députés moldaves ont voté pour, sur un total de 101, ce qui est loin de démontrer un consensus. Et si Chişinău espère obtenir dès l'année prochaine le statut de candidat officiel à l'adhésion, tout dépendra du résultat des élections législatives de novembre prochain. En effet, le Parti communiste, plutôt favorable à l'Union douanière avec la Russie, est pour le moment favori dans les sondages. Ce scrutin a d'ores et déjà été qualifié de « crucial » par les analystes, car il pourrait influencer fortement le destin de ce petit pays.

HORS FRONTIERES

DANSE POUR LA ROSE

Le 7 juin dernier dans la ville de Kazanlak, en plein centre de la Bulgarie, dans la « Vallée des roses »... Sous les yeux de milliers de spectateurs, des cueilleuses en costumes traditionnels dansent autour de la « Reine de la rose 2014 » et sa dauphine lors du Festival de la rose. Un événement qui a lieu chaque année depuis 1903. Cueilleuses, danseurs et musiciens de toute la région célèbrent ainsi depuis 111 ans la fin de la récolte des pétales de roses, qui se fait traditionnellement à la main de 3h à 8h du matin pendant un mois. Une activité particulièrement importante pour le pays puisque c'est ici que les parfumeurs du monde entier achètent leurs extraits d'huile de rose entre 3 000 et 4 500 euros le kilo... Et pour obtenir, par distillation, chaque kilo de cet « or rose », il faut plus de 3 000 kilos de pétales. Pas moins de 1 500 hectares sont aujourd'hui nécessaires à la Bulgarie pour produire environ une tonne d'extrait d'huile de rose chaque année.



Texte et photo : Dimitri Dubuisson



Mesdames et Messieurs, NESCAFÉ® Dolce Gusto® MINI ME! Son extérieur mignon cache une vie secrète. Un chef-d'œuvre sous la forme d'une tasse du café: avec ses 15 bars de pression, MINI ME concentre toutes les performances du système NESCAFÉ® Dolce Gusto® dans un format compact. Une qualité professionnelle qui permet de réaliser en un tour de main les 23 boissons de la gamme.



LE CAFÉ N'EST PAS QUE NOIR
www.dolce-gusto.ro



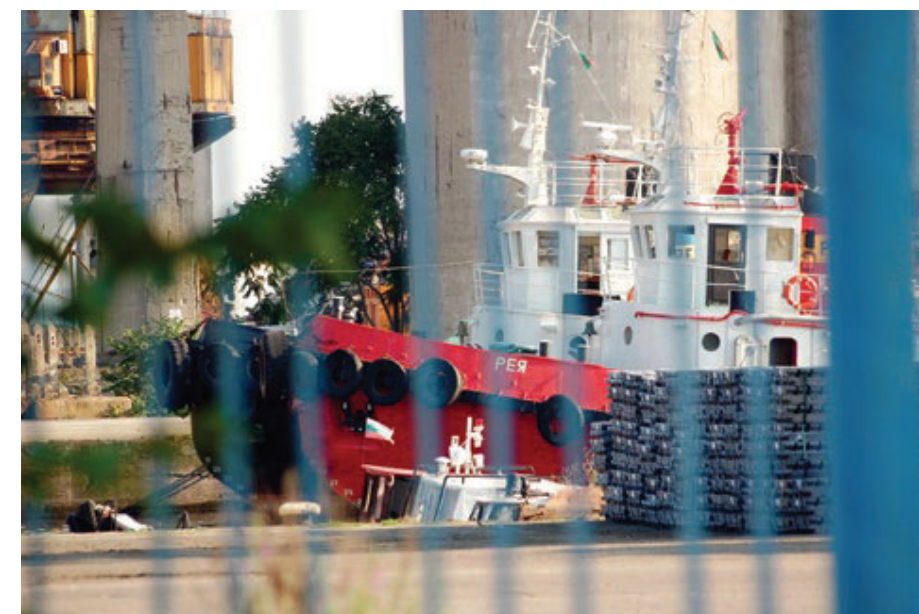
Premier port de Bulgarie devant Varna, Bourgas est en plein développement et pourrait rapidement concurrencer Constanța pour le « leadership » en mer Noire. Un essor dû à sa position stratégique sur la route vers le Caucase et le Moyen-Orient.

Dans son SILLAGE



L'ancienne tour du phare de Bourgas, à l'entrée du port. Datant de 1899, c'est le tout premier phare portuaire construit en Bulgarie, suite à la décision du souverain Ferdinand Ier de construire un port à Bourgas en 1894. Ce dernier fut inauguré le 18 mai 1903, et a depuis la vocation d'accueillir principalement des navires commerciaux. A son ouverture, le port de Bourgas disposait d'un bassin de 60 hectares, long de 590 mètres, et profond de 24 pieds. Jusqu'à la mise en service de la première grue électrique en 1941, le déchargement des cargos se faisait à dos d'hommes... L'ancienne tour du phare n'est plus en fonction, mais continue de briller pour les nostalgiques du petit port d'antan.

Remorqueurs à quai ; chaque jour, ils escortent les arrivées et départs de dizaines de cargos. Le port actuel dispose de 20 postes d'amarrage, soit un total de 3 233 mètres de quai avec un maximum de 11 mètres de profondeur. Jusqu'à aujourd'hui, le plus grand navire qui ait accosté dans le port bulgare faisait 267 mètres de long et transportait 143 000 tonnes de minerai de fer... 6 quais supplémentaires, d'une longueur totale de 1 580 mètres, sont en cours de construction au terminal 2A, et devraient accueillir très prochainement des cargos et supertankers encore plus grands. Quant au stockage de conteneurs, il sera également agrandi, portant la capacité du port à 150 000 conteneurs de taille standard.



Le centre ville de Bourgas bénéficie de deux longues artères piétonnières qui la traversent du nord au sud, et d'ouest en est. Essentiellement dédié aux boutiques de mode et aux cafés, cet espace piétonnier est très fréquenté par les locaux qui, durant les mois d'été, se mélangent aux nombreux marins et touristes de passage. A l'est, le boulevard Bogoridi donne directement accès au port et à la gare. En service depuis 1903, cette gare à la façade vert clair accueille à la fois des trains de marchandises transportant les matières premières depuis et vers le port, et le trafic de voyageurs. A noter par ailleurs que grâce à la nouvelle autoroute vers Sofia, Bourgas est directement connecté au reste de l'Europe.



L'une des grues du port surplombant un jardin, dans le centre ; image courante pour les habitants. Que ce soit des fenêtres, des balcons ou même des jardins, ces grues de plus de 40 mètres sont presque toujours visibles. Une pollution visuelle s'accompagnant de bruits et de poussière. Nuisances qui risquent d'augmenter avec les travaux d'extension du port : d'ici 2015, celui-ci devrait disposer de deux nouveaux terminaux, soit deux de plus qu'aujourd'hui.

Dunes, soleil et... grues. Tel est le littoral qu'offre Bourgas aux promeneurs et amateurs de plage. Une situation un peu surréaliste vu l'importance du tourisme dans la région, mais qui s'explique par le rôle économique prépondérant du port pour la cité balnéaire bulgare. Une cohabitation qui n'est pas sans problème puisque la baie de Bourgas est connue pour sa pollution. Sous l'ère communiste, les raffineries et pétroliers notamment rejetaient leurs déchets dans la mer ou le lagon de Bourgas. Aujourd'hui, la situation est heureusement mieux surveillée, mais reste délicate.



Cargos et pétroliers vus depuis la plage. Russie, Azerbaïdjan, Chine, Amérique latine... Le port de Bourgas est connecté au monde entier. Encore second port de Bulgarie il y a peu, sa situation de carrefour géostratégique entre l'Union européenne et l'Asie a accéléré son développement. Son extension à l'est est d'ailleurs capitale pour le fameux « Corridor de transport Europe-Caucase-Asie ». Aujourd'hui premier port bulgare, Bourgas est un atout stratégique majeur pour l'approvisionnement énergétique européen.

Texte et photos : Dimitri Dubuisson



Permettre au plus grand nombre d'accéder à l'énergie

Le gaz sera l'énergie du XXI^e siècle. Sa demande devrait progresser de 2,5% par an dans les 10 ans à venir et il occupera la deuxième place du mix énergétique en 2030.

Total, déjà l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL), consolide ses positions via une politique de partenariats stratégiques.

www.total.com

De l'autre côté

Le pont de Calafat-Vidin, dénommé "Pont de la nouvelle Europe", a été inauguré à l'été 2013. Dans l'axe reliant Dresde à Istanbul, c'est le deuxième passage suspendu entre la Roumanie et la Bulgarie, après celui de Giurgiu-Ruse. Un projet capital pour une région plutôt moribonde.

LES DEUX PAYS, QUI PARTAGENT une frontière fluviale de 450 km, n'avaient pas réussi en vingt ans à s'entendre sur un emplacement pour un second pont. Or l'ouvrage, aujourd'hui long de 2 km, était vital pour le sud de la Roumanie et le nord de la Bulgarie, deux des régions les plus pauvres d'Europe. Doté d'une ligne ferroviaire, d'une

route à quatre voies et de pistes cyclables, le pont de Calafat-Vidin est désormais l'un des symboles de l'élargissement de l'Europe. Il a demandé six ans de travaux – contre deux ans et demi en 1954 pour le pont Giurgiu-Ruse –, mais l'ouvrage est enfin opérationnel. L'ensemble a coûté 300 millions d'euros, les Bulgares ayant pris en charge le pont,

les Roumains l'infrastructure.

Calafat est un bourg plutôt méconnu en Roumanie, d'environ 20 000 habitants. Situé aux confins méridionaux du pays, au sud-ouest d'une Olténie particulièrement pauvre, la ville est isolée – 84 km d'une mauvaise route la sépare de Craiova, la préfecture –,

mais possède en le Danube un atout considérable. De Calafat, le fleuve se devine un peu partout, tant il épouse les contours d'une ville tout en pentes douces. C'est à partir de Calafat que le Danube, venu du nord, commence lentement sa boucle pour virer un peu plus bas vers l'est.

La longue promenade du centre-ville fait la part belle aux piétons. Elle a depuis peu été prolongée pour relier le Danube à une forêt jonchée de petits bancs ombragés. Celle au bord du fleuve n'a par contre pas encore été refaite... « *On va sans doute asphalter* », explique-t-on à la mairie. Le restaurant Debarcader, toujours coquet des années après sa fermeture, n'entre pour le moment dans aucun plan de réaménagement. Il faut se frayer un chemin

parmi les arbres pour tomber sur une « plage » là encore non aménagée, où des baigneurs se rafraîchissent. Un peu plus loin, tout près du pont, un retraité pêche à la ligne. « *Il y a beaucoup de trafic*, explique-t-il. *De ce que je sais, ce sont plutôt des personnes âgées qui, de Bulgarie, font le déplacement chez nous, par curiosité. Les Roumains, eux, vont faire leurs courses à Vidin, où certains produits sont moins chers ; la "Telemea de vacă", par exemple, coûte là-bas 7 lei, contre 13 chez nous.* »

Cristian Rudăreanu est originaire de Calafat. Il est journaliste, artiste et prêtre. Ce fan de rock'n'roll commence les présentations en évoquant les canons disposés près du monument de l'Indépendance, sur les hauteurs de la ville... « *Ces canons sont une partie importante de l'histoire des deux villes puisque c'est d'ici que Calafat a attaqué les Turcs à Vidin, au moment de la guerre d'Indépendance en 1877. (...) Il n'y avait jamais eu de pont ici, on traversait sur un petit bac.* » Grâce au pont, les prix de la traversée ont changé : 37 euros pour les camions contre plus de 100 avant le pont. Pour une voiture, c'est désormais 6 euros, contre 14 euros plus 3 euros par passager auparavant.

« *Le premier mois après l'ouverture, la traversée était gratuite*, se souvient Cristian. *Tout le monde voulait voir ce qu'il y avait de l'autre côté. Aujourd'hui, ce n'est gratuit que pour les cyclistes et les piétons.* » Les mairies de Calafat et de Vidin ont demandé que le passage pour les habitants des deux villes soit gratuit, mais la société qui gère le pont aurait refusé. Cristian ajoute : « *Avant la construction du pont, les prix de l'immobilier ont flambé, beaucoup s'attendait à voir déferler pléthore d'investisseurs. Au final, on a bien vu que le voisin bulgare n'est lui non plus pas très riche.* »

UNE BONNE ŒUVRE

De son côté, Mircea Guță, le maire de Calafat, parle de « *très bons résultats* (...). *Le trafic est deux fois et demi plus élevé que prévu*, explique-t-il. *Au début, ce pont nous a un peu préoccupé. Le transit des camions nous assurait, via une taxe de passage en ville, un million d'euros par an* ». Mais sur le long terme, le pont s'est avéré payant... « *Nos*

espaces industriels abandonnés sont à nouveau dans le viseur des investisseurs. Dès l'entrée en fonction du pont, les dettes ont vite été épongées, cela a couvert une partie des pertes, on commence même à envisager un parc industriel. Pas mal de terrains se sont vendus, surtout dans la zone proche du pont. »

Un pont qui vient aussi à point nommé pour compenser certaines carences, comme l'absence de gaz. A Calafat, les immeubles sont chauffés à l'électricité ; l'hiver, la facture peut grimper jusqu'à 500 lei pour un deux pièces. Mais un projet de centrale biomasse est notamment à l'ordre du jour. « *Cette centrale devrait faire chuter les prix de 75%*, explique Mircea Guță. *Cela va couvrir les besoins de la ville ainsi que de plusieurs usines. Ce projet et le pont, de manière générale, tombent à pic* », conclut le maire.

Une demi-heure sépare désormais les centres-villes de Vidin et Calafat. Avec un seul point frontière, du côté roumain. Vidin, ville de 50 000 habitants, est aussi une préfecture, et sait d'avantage mettre en valeur le Danube que sa voisine roumaine. Outre de « vraies » plages au pied de la jolie forteresse de Baba Vida, la promenade le long du Danube regorge de bateaux aménagés en cafés, de petits jardins, et compte une piste cyclable à flanc de fleuve. Les Roumains y sont d'ailleurs nombreux. Plamka Lyubomirova, présidente de l'association des Valaques de Bulgarie, raconte... « *Il y a toujours eu des liens d'amitié et de la mixité entre Calafat et Vidin. Mes grands-parents m'ont souvent parlé de mariages mixtes, d'un côté comme de l'autre. L'hiver, quand le Danube gelait, les gens traversaient en luge. Une fois le dégel entamé, une partie restait pour toujours de l'autre côté. C'était comme ça.* »

Plamka, la petite quarantaine, a étudié à Bucarest pour « *la langue* », avoue-t-elle. « *Ma famille voulait que j'aille là-bas, et moi aussi. Bucarest est plus ouverte sur le monde que Sofia, davantage d'influences s'y retrouvent.* » Faute de pont, la liaison Vidin-Bucarest n'était alors pas simple. Plamka se souvient... « *C'était moins cher d'aller à Bucarest, située à environ 300 km au nord-est de Vidin, en*





prenant le bac, que de se rendre à Sofia, à 200 km plus au sud. Bien que souvent, il fallait attendre le bac cinq heures d'un côté comme de l'autre, on ne pouvait rien prévoir. »

Avocate de formation, Plamka est notamment impliquée dans des projets bilatéraux entre la Bulgarie et la Roumanie. « Les deux villes se sont rapprochées, mais de là à voir naître des projets communs... Depuis cinq, six ans, on entend parler d'un projet de zone d'agrément et de bureaux, des deux

côtés du pont. Ce projet prévoit aussi d'accueillir des yachts, des hélicoptères et des petits avions pour relier les deux pays. On verra, en tout cas le pont donne des idées... ».

Non loin des rives du Danube, se trouve la société Danube Bridge Vidin-Calafat en charge de l'administration du pont. Vladimir Andreev est le directeur exécutif de la société : « Durant l'hiver, 80% du trafic est assuré par les camions, les chiffres s'équilibrent en été. Les prévisions sont de 8 400 véhicules et 30 trains

par jour en 2030. Beaucoup d'Européens de l'ouest originaires d'Europe du sud-est rentrent au pays durant l'été, et pour eux, il vaut mieux éviter la frontière serbe et ses contrôles. De nombreux Roumains passent également par ici pour aller en Italie. 500 000 voitures et camions ont déjà emprunté le pont en un an. »

Retour à Calafat. Dans le centre, un nouveau café vient de voir le jour il y a quelques semaines. Le Jet Set est un lieu un peu spécial. Ses patrons sont Tom et Françoise, un couple hollando-belge épaulé par une partie de la famille. Tombés sous le charme de Calafat il y a douze ans, ils y ont acheté une petite maison, monté un magasin et, enfin, ce café. Pour Tom, le pont n'a rien changé ou presque : « C'est moins cher qu'avec le bac mais ça n'attire pas plus de monde qu'avant. De temps en temps, le samedi, il y a un car de touristes de Vidin qui débarque, mais ils ne restent que quelques heures. Et puis le pont, c'est bien beau, mais il faudrait d'abord s'occuper des routes, des hôpitaux, ainsi que du reste. Le bon point par contre, c'est qu'il n'y a plus ce bruit infernal de camions qui passaient par le centre-ville. »

Benjamin Ribout
Photos : Corina Eredenta Moldovan-Florea



DESOLATION

Début juillet, le voisin ukrainien continuait de souffrir. Le président Petro Porochenko a annoncé que le cessez-le-feu n'avait plus lieu d'être, les séparatistes pro-russes des républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk l'ayant violé, selon lui, à plusieurs reprises. Quoi qu'il en soit, les combats entre les séparatistes et le pouvoir pro-occidental de Kiev – qui ont fait plus de quatre cent cinquante victimes –, sont plus ou moins continus depuis l'annexion de la Crimée par la Russie fin mars. Moscou, de façon ambiguë, prône désormais l'apaisement, et n'aurait que pour véritable objectif de garder un contrôle tacite sur l'Est ukrainien, sans pour autant l'annexer (lire l'entretien avec le sociologue Dan Dungaciu dans *Regard* no. 65). Au bouclage de ce numéro, ces régions séparatistes restaient des zones de non droit, où le meurtre, le vol et le kidnapping sont légion. Même si l'armée ukrainienne commençait à reprendre les places fortes de l'insurrection, non sans dégâts (sur la photo, après le bombardement du village de Stanitsa Luganskaya, le 2 juillet dernier). Pendant ce temps, les négociations entre Washington, Bruxelles et Moscou patinaient, chacun montrant ses muscles tout en déclarant vouloir un cessez-le-feu. A cela s'est ajoutée la « pression du gaz » : mi-juin, la Russie a décidé de couper ses livraisons vers l'Ukraine, en partie à cause de divergences sur les tarifs et de retards de paiement – selon le géant russe Gazprom –, mais surtout vu la perspective de l'Accord d'association, incluant un volet commercial, entre l'Union européenne, la République de Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine. Accord qui fut effectivement signé le 27 juin. L.C. Photo : Stanislav Krasilnikov / ITAR-TASS / AFP.

Produit de trois cultures (libanaise, française et québécoise) unies par une même langue, Wajdi Mouawad est de ces artistes francophones à avoir le plus changé la manière contemporaine de faire du théâtre. A l'occasion de son récent passage à Bucarest et Sibiu – invité par l'Institut français de Roumanie, l'ambassade du Liban et l'ambassade du Canada –, cet auteur dramatique, metteur en scène et comédien hors du commun, s'est entretenu avec *Regard* sur l'écriture théâtrale en tant qu'exercice de sincérité et de liberté.

Regard : A regarder les titres de vos pièces, *Incendies*, *Forêts*, *Ciels*, *Rêves*, *Seuls*, on dirait que vous avez une certaine obsession de la pluralité. Pourquoi tout démultiplier ?

Wajdi Mouawad : Les raisons sont nombreuses, mais si je ne dois prendre que le cas de « *Seuls* » (spectacle présenté en Roumanie, ndlr), j'avais décidé de travailler sans jamais me filmer pour me voir, ce qui complique beaucoup la démarche quand on est à la fois metteur en scène et acteur dans un solo. De plus, pendant toute la durée des répétitions, je ne me suis jamais regardé dans un miroir. Ce n'est que grâce aux visages des autres qu'on peut, ainsi, avoir une idée de soi-même. J'ai donc demandé à l'équipe du spectacle – décorateur, costumière,

SEULS AVEC *Mouawad*



dramaturge, assistant – de me donner leur avis sur chaque chose que je faisais sur scène. Mais ils n'étaient pas du tout habitués à dire à un metteur en scène si c'était bien ou pas. Chacun s'est ainsi retrouvé un peu seul à devoir émettre une opinion, à chaque fois. J'ai alors pensé que nous étions tous un peu seuls dans la création de ce spectacle ; de là, l'idée de mettre

un « s » s'est imposée. Et lorsque j'ai vu le public, je me suis dit que c'était un titre éminemment théâtral. On est tous, ensemble, seuls...

Quelle sorte de liberté vous vous donnez quand vous travaillez ?

J'ai eu la chance de me former dans un pays qui n'est pas écrasé par la

tradition, à l'Ecole nationale de théâtre du Canada, plus précisément au sein d'une population pour laquelle il est fondamental de s'approprier et d'écrire dans sa langue, le québécois. En outre, on ne peut pas vraiment se considérer une star au Québec. Il n'y a que sept millions d'habitants et quatre millions habitent tous au même endroit, dans le sud. On ne peut que faire son métier, et cela donne une liberté extraordinaire. On peut écouter Julio Iglesias et lire Cioran en même temps. Cela crée une sorte de rapport direct à l'outil, on peut



tout utiliser, notamment pour faire du théâtre. Les sociétés européennes sont plus soumises à la tradition. En Roumanie, quand un auteur prend un crayon, il y a tout un passé qui le regarde et lui demande de faire attention à ce qu'il écrit.

Parfois, le rapport à vos textes n'est pas facile. En revanche, sur scène, le

même texte parlé paraît plus libre et fluide...

Selon moi, le théâtre est avant tout un spectacle. Le texte n'en est qu'un résidu, une mémoire. A la limite, il est plus désiré par mon éditeur que par moi-même. Quand je monte un spectacle, le texte s'écrit au fur et à mesure. Après un monologue, par exemple, que peut faire un personnage ? J'écris une scène, je la lis à l'équipe, on se met à chercher, des solutions apparaissent. Avec « *Seuls* » a également surgi ce que j'appellerai une écriture polyphonique ; j'ai écrit des mots, mais j'ai aussi écrit du son, des images, de la peinture, tout cela fait partie du texte. Ceci étant, je ne suis pas un artiste pluridisciplinaire, je suis un auteur de théâtre qui donne aux mots des formes différentes.

« *Le seul geste qui m'appartient est celui de porter l'invisible vers le visible du spectateur. L'objet révélé, lui, ne m'appartient pas*

Etes-vous toujours dans le contrôle de ce que vous écrivez ?

Il y a un moment dans la création d'un spectacle où un auteur, un metteur en scène, doit assumer le rôle de Persée, le héros de la mythologie grecque, parce que le spectacle devient Méduse... Lui, que vous avez tant défendu, devient votre pire ennemi. Alors, il faut le couper. Faire cet exercice est une épreuve de maîtrise. Et puis il y a ce que j'appellerai le surgissement, la rencontre avec quelque chose qui relève d'un fantasme réel. Je dois avoir le sentiment que l'histoire sur laquelle je suis en train de travailler n'est pas moi, ne m'appartient pas, qu'elle est quelqu'un d'autre avec qui j'ai une relation. « *Seuls* », c'est un petit garçon de onze ans, avec une casquette, qui a frappé un soir à la porte de ma chambre d'hôtel et qui m'a dit « maintenant, c'est moi ! ». J'étais en train d'essuyer la table, il est entré et il s'est assis. Quand de telles choses arrivent, je les prends plus au sérieux que n'importe quoi au monde.

Avez-vous peur de vous approprier

quelque chose ?

Non... J'ai seulement une piètre estime de ce que je peux inventer tout seul. Je crois trop que les choses sont plus grandes que nous, et ce que je peux faire de mieux est d'être un révélateur. On n'est pas appareil photo ou sujet ou objet, mais révélateur. Sans révélateur, l'image n'advient pas aux autres. Ou bien, vous avez deux verres, un très très grand, et un autre tout petit. Si je remplis d'eau le grand aux trois quarts et le petit à ras bord, ce dernier aura toujours moins d'eau que le grand. Moi, je préfère être le petit verre. Mon rôle est d'être rempli à ras bord, même si je reste un petit révélateur. Je n'ai pas de difficulté à m'approprier les choses, au contraire ; mais je sais que le seul geste qui m'appartient est celui de porter l'invisible vers le visible du spectateur. L'objet révélé, lui, ne m'appartient pas.

Comment les textes que vous écrivez vous changent-ils ?

Au début, après mes premières pièces de théâtre, je me suis rendu compte que ça plaisait aux filles... Ensuite j'ai eu besoin d'exister, d'une reconnaissance, je voulais que mon nom soit dans les journaux. J'étais imbu de cela et quand la reconnaissance n'arrivait pas, cela me faisait mal. Elle est arrivée, elle m'a rendu heureux, mais au bout d'un moment, cela n'a eu plus aucun sens. Lorsque j'ai commencé à être directeur artistique de théâtres, à avoir une responsabilité philosophique importante, j'ai voulu changer le monde, générer une transformation sociale. Après, j'ai voulu faire du théâtre pour le spectateur. Et aujourd'hui, je suis à une étape où j'ai envie de faire les choses pour moi, de me rendre compte de ce qui plaît à mon cœur. Chaque pièce me transforme, m'amène à un endroit spirituel encore plus profond. Mais si je n'avais pas voulu plaire aux filles, si je n'avais pas voulu être connu, changer le monde, faire les choses pour les autres, je n'aurais pas su que j'avais envie de faire les choses aussi pour moi. C'est la trajectoire spirituelle qui nous construit, qui construit notre rapport aux gens.

Propos recueillis par Andrei Popov.

Photo : Thibaut Baron

CLUJ A L'AVANT-GARDE

Le festival Clujotronic, co-organisé par l’Institut français et le Centre Goethe de Cluj-Napoca, s’est imposé en deux ans comme l’un des festivals les plus innovants de la scène contemporaine roumaine. Dédié à la musique et à l’art électro-nique, ce festival est soutenu par le Fonds culturel franco-allemand Elysée, visant à renforcer la coopération culturelle entre les deux pays. Cette année, il s’étalera du 23 au 28 septembre dans différents lieux de la création et de la diffusion contemporaine à Cluj (Fabrica de pensule, Casa Transit...), ainsi qu’au sein de diverses institutions culturelles comme le Musée d’ethnographie de Transylvanie. De jeunes talents de la scène francophone sont de nouveau à l’affiche, comme le duo franco-roumain Gaëlle Chaillat (comédien) et Ramona Poenaru (plasticienne) qui présenteront une installation de mapping-vidéo, ainsi qu’Etienne Mineur, webdesigner spécialiste du design interactif.

Source : Institut français de Roumanie. Photo : Mediafax



Le 19 juin dernier, lors du festival Electric Castle dans la commune de Bontida, à 30 km au nord-est de Cluj. La musique électronique est souvent à l'honneur dans la région transylvaine.

ALEXANDRU TOMESCU
RECOMPENSE

Le violoniste roumain Alexandru Tomescu a reçu l'Etoile de l'Italie en grade de chevalier pour sa contribution à la promotion de la musique italienne, notamment des oeuvres de Niccolò Paganini. La distinction lui a été décernée par l'ambassadeur italien à Bucarest, Diego Brasioli, de la part du président de la république d'Italie, Giorgio Napolitano. La cérémonie a eu lieu le 2 juillet à l'Athénée roumain dans le cadre d'un concert dédié à l'inauguration de la présidence semestrielle italienne au Conseil européen. P.G.

Jardins heureux

D'où vient la polenta ? Combien de plantes sont-elles spécifiques à la Roumanie ? Autant de questions posées par le Musée du paysan roumain tout au long du mois de juillet. L'exposition « Grădini sătești » (jardins paysans), organisée par le paysagiste français Nicolas Triboi, se propose de retrouver les principaux travaux, les outils, les attentes, les joies et les malheurs qui ont toujours animé les régions de Câmpulung et de Bucovina. M.M.

Chine-Europe

Le 6ème dialogue interculturel entre le réseau européen des instituts culturels (EUNIC) et la Chine aura lieu à Bucarest entre le 16 et le 18 octobre prochain. Il s'agira d'une rencontre entre intellectuels, professionnels de la culture et décideurs en matière de politiques culturelles d'Europe et de Chine qui aura pour objectif de renforcer les coopérations. Le thème de ce 6ème dialogue concernera « Les espaces publics », et traitera du rôle des artistes dans la construction, aussi bien en Europe qu'en Chine. Le cluster EUNIC de Bucarest profitera de l'occasion pour présenter la 4ème édition du Salon européen de la bande dessinée, dont le thème sera « La ville et l'espace public ». J.M.



LA FRANCOPHONIE À L'HEURE DES NOUVEAUX DÉFIS

La Francophonie, c’est à la fois un espace géographique et une institution internationale régissant les relations entre les pays francophones.

Ainsi, ce sont 220 millions de locuteurs répartis sur les cinq continents : des femmes et des hommes qui partagent une langue commune, le français. Au fil du temps, les associations professionnelles, les regroupements d’écrivains, les réseaux de libraires, d’universitaires, de journalistes, d’avocats, d’ONG, et bien sûr le réseau des 900 000 professeurs de français ont rendu la Francophonie concrète et vivante.

Les francophones peuvent s’appuyer sur un dispositif institutionnel, l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui regroupe actuellement 77 Etats et gouvernements membres ou observateurs. Malgré la diversité de ses membres, une même volonté institutionnelle anime l’OIF, de bonne gouvernance, de liberté, de respect des droits humains, de dialogue des cultures et de coopération pour la promotion de la langue française et pour la mise en œuvre d’une solidarité francophone.

L’Afrique occupe une place privilégiée au sein de cette Communauté francophone. Elle est la première bénéficiaire de cette solidarité, notamment dans les domaines de l’éducation, de la formation des maîtres, de la promotion de la diversité culturelle et du développement durable.

Le prochain Sommet aura lieu les 28 et 29 novembre 2014, au Sénégal, berceau du Président Léopold Sédar SENGHOR et père fondateur de la Francophonie, qui accueillera pour la deuxième fois un Sommet de la Francophonie. Le Sommet de Dakar constitue un tournant pour la Francophonie, il réfléchira sur le rôle des femmes et des jeunes qui sont les acteurs phares des mutations des sociétés contemporaines. Il débouchera sur l’adoption de deux stratégies : l’une pour la jeunesse, l’autre pour l’économie. Ainsi, il s’agira de définir dans quels domaines et selon quelles actions la Francophonie peut et doit intervenir dans les dix prochaines années.

Les pays membres de l’Europe Centrale et Orientale ont trouvé dans la Francophonie un partenariat à l’échelle mondiale, partenariat qui a été affirmé à l’occasion du Sommet de Bucarest en 2006. Depuis, la Francophonie en Europe Centrale et Orientale (Albanie, Arménie, Bulgarie, République de Moldavie, ex République Yougoslave de Macédoine, Roumanie), c’est aussi 6 000 fonctionnaires bénéficiant d’une formation au français, 100 officiers de la gendarmerie initiés en français aux opérations de maintien de la paix, l’amélioration de la qualité de l’enseignement du et en français pour 300 professeurs formés par le Centre régional francophone pour l’Europe Centrale et Orientale (CREFECO), l’accompagnement des classes bilingues dans le secteur de l’hôtellerie et du tourisme, 86 Universités membres du réseau de l’Agence Universitaire de la Francophonie qui gère, notamment, le dispositif des bourses Eugène Ionesco.

ENCORE ET TOUJOURS, RESTAURER

Silvia Demeter-Lowe est l'une des architectes roumaines les plus appréciées. Spécialisée en conservation et en techniques traditionnelles de construction, elle a notamment conduit la restauration de la maison du Prince Charles en Transylvanie.

APRES DES ETUDES A LA FACULTE

d'architecture Ion Mincu de Bucarest et un master de l'université Oxford Brooks, Silvia Demeter-Lowe, originaire de Braşov, s'est très vite passionnée pour la conservation des anciens monuments, utilisant des techniques traditionnelles de restauration. En Angleterre, en tant que boursière Spab (Société pour la protection des anciens bâtiments), elle a autant restauré les plus petites chaumières que de splendides châteaux.

Puis, envoyée en Transylvanie par la fondation Mihai Eminescu Trust afin de conduire la restauration d'un village saxon, Silvia est tombée amoureuse d'une petite maison sur le point de s'écrouler. Elle l'a achetée sans penser, avant de rentrer en Angleterre ; c'était en 2005. Mais la petite maison et la beauté des paysages transylvains ont vite convaincu Silvia de retourner en Roumanie, décidée à mettre davantage en application ce qu'elle avait appris en Angleterre.

« *Les bâtisseurs ont caché divers symboles et histoires dans leurs constructions. La conservation du patrimoine est fascinante, elle me permet d'accéder à des richesses insoupçonnées.* »

Et une occasion exceptionnelle s'est alors ouverte à elle en 2009 : restaurer une propriété achetée par le Prince Charles dans le département de Covasna. Les revues spécialisées en ont fait des pages, Silvia allait réussir son pari : révéler la beauté d'une simple demeure afin d'y accueillir un monarque.

Puis elle a eu envie d'aller plus loin. Après avoir acheté une autre maison



Propriété du Prince Charles dans le village de Valea Zălanului, département de Covasna.

vis-à-vis de la première dans le village de Meşendorf (centre du pays, département de Braşov), Silvia Demeter-Lowe a monté un atelier destiné aux jeunes architectes. Et depuis cinq ans, ces derniers défilent par dizaines afin de bénéficier de l'expérience de Silvia, mais aussi de celle de divers spécialistes qu'elle fait venir de toute l'Europe.



« *A l'université, les étudiants n'apprennent que la théorie, et très peu de choses*

sur les techniques de construction. Or, selon moi, on ne peut pas comprendre la restauration d'un lieu sans expérience pratique. Il faut bâtir de ses propres mains, mélanger soi-même les matériaux, connaître la proportion de chaque élément. C'est la base sur laquelle se construit toute l'expérience ultérieure », soutient l'architecte. A Braşov, Silvia a restauré des portes vieilles de plus de 200 ans... « *Les bâtisseurs ont caché divers symboles et histoires dans leurs constructions. La conservation du patrimoine est fascinante, elle me permet d'accéder à des richesses insoupçonnées.* »

Parfois, il n'est pas facile d'affronter les préjugés. Car il est toujours plus simple d'acheter une porte en fer pour remplacer l'ancienne, toujours plus facile de mettre des fenêtres en PVC double vitrage. Et toujours plus aisé de capitonner une maison avec du polystyrène...

Mais Silvia est décidée à continuer son œuvre... « *Je veux tout faire pour que la beauté de ce patrimoine soit accessible même aux enfants de mes enfants.* »

Petra Gherasim

Photos : Şerban Bonciocat et D.R.

Lire la suite...



Nous sommes heureux de vous présenter notre nouveau site

entièrement rénové et désormais adaptable à tout type de plateforme : ordinateur, téléphone portable, tablette...

Vous aurez la possibilité de vous abonner facilement à la version électronique de notre revue, lire davantage d'articles ou naviguer dans nos archives.

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

EXPOSITION CO2

Le Musée national d'histoire naturelle Grigore Antipa de Bucarest est officiellement devenu le premier musée européen à avoir neutralisé son empreinte carbone, définie comme étant la mesure du volume de dioxyde de carbone (CO2) émis par la combustion d'énergies fossiles, générée par l'industrie ou les êtres vivants. Une fois calculée, cette empreinte carbone permet de lutter plus efficacement pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Le musée bucarestois a donc mis à jour son bilan carbone et a décidé de soutenir un projet écologique à travers l'achat de certificats verts : l'argent déboursé par le musée pour ses émissions de CO2 en 2013 a été dirigé vers un projet d'énergie éolienne en Chine, l'un des pays les plus polluants du monde.



L'entrée du musée Grigore Antipa lors de la nuit des musées, le 17 mai dernier.

I.S. Photo : Medifax

« Anonimul » déménage

Le festival international du film indépendant « Anonimul » se déroulera exceptionnellement cette année à Bucarest, non pas dans le Delta, du 12 au 17 août. La raison : son quartier général habituel, situé au centre du village de Sfântu Gheorghe, est en travaux. Cette onzième édition aura donc lieu dans un coin vert de la capitale, au Verde Stop, rue Barbu Văcărescu 162-164, dans le sector 2. Irina Margareta Nistor, critique de film, est chargée de la sélection des courts métrages parmi 450 films inscrits en provenance de 35 pays. Quant à la « sélectionneuse » officielle du festival, Ludmila Cvikova, elle s'occupera des titres de longs métrages. A noter que l'accès au festival est gratuit. Plus d'infos sur www.festival-anonimul.ro. M.M.

CONCOURS ENESCU

Le concours international de musique classique George Enescu aura lieu cet automne à Bucarest, du 6 au 27 septembre, un an après la date initialement prévue. Ce concours, internationalement connu et qui sert de tremplin pour les jeunes musiciens, aurait en effet dû se tenir en même temps que le festival du même nom, édition 2013. Mais des restrictions budgétaires du gouvernement roumain avaient contraint les organisateurs à annuler sa tenue. Sans doute pour se rattraper un peu, les organisateurs ont annoncé que pour la première fois, cette année, les candidats auront la possibilité de suivre un master class à l'Académie de musique de Vienne aux côtés des plus grands musiciens actuels. Un violoncelliste chinois, Tian Bonian, et trois compositeurs sud-coréens, Kwang - Ho Cho, Mihyun Woo et Chang Eunhon, avaient gagné les principaux prix du dernier concours Enescu en 2011. J.M.

George Banu récompensé par l'Académie française

L'écrivain et critique de théâtre roumain, George Banu, a récemment été décoré du Grand Prix de la francophonie, une distinction accordée chaque année par l'Académie française à une personne qui a contribué au maintien et à l'enrichissement de la langue française. C'est la première fois qu'un Roumain obtient cette récompense. « George Banu, tout comme d'autres personnalités célèbres : Eliade, Brâncuși, Ionesco, met en valeur les excellentes relations franco-roumaines de même que le mélange prolifique de nos cultures, qui n'ont jamais cessé de s'enrichir », a souligné l'ambassadeur de France, François Saint-Paul, dans son message de félicitations. Vivant à Paris depuis plusieurs années, George Banu a déjà reçu le grade d'Officier de l'ordre des Arts et des Lettres ainsi que celui de Chevalier de l'ordre national du Mérite. J.M. Photo : Mediafax



Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



26 27 28 septembre 2014

fête
de la
gas
tro
no
mie

3 jours d'événements pour fêter la gastronomie, les savoir-faire et l'art de vivre à la française
3 zile de evenimente pentru a sărbători gastronomia, iscusința și arta de a trăi la franceză

cycle
vin
et culture

EN PARTENARIAT AVEC "DOMENIILE FRANCO-ROMANE"

L'histoire de la vigne et du vin et de l'œnologie - 25 sept.

Les cépages en France : une affaire monastique - 16 oct.

Les cépages en Roumanie. Histoires et légendes - 20 nov.

La classification des vins en Bourgogne, à Bordeaux - 18 déc.

Fête de la gastronomie à l'**Institut français de Bucarest**
FILMS
EXPOSITION
DEGUSTATIONS
ANIMATIONS

f /fete.gastronomie.roumanie
www.institutfrancais.ro

INSTITUT FRANÇAIS BUCAREST

UBIFRANCE ROUMANIE

CCI FRANÇAISE EN ROUMANIE

DOMENIILE FRANCO-ROMANE

A tout **ROCK**

Envie de concerts ? L'été n'en manquera pas, même si les festivals feront surtout la part belle au rock pas toujours très léger... Voici donc un petit agenda des événements à venir.

SI DEUX DES PLUS GRANDS FESTIVALS

de musique ont été annulés – B'Estfest et Peninsula –, le public roumain ne sera pas en reste. Le plus grand événement de cet été sera le Summer Well, au domaine Stirbey de Buftea, du 9 au 10 août, avec des artistes de renommée mondiale : Placebo, Bastille, The National, John Newman, Miles Kane, The 1975, Tom Odell, Chloe Howl, Reptile Youth et Prides. Plus de 10 000 spectateurs y sont attendus.

Mais tout d'abord, du 23 au 27 juillet, une petite ville de tentes sera aménagée dans les montagnes de Bucegi pour le Padina Fest : cinq jours d'activités sportives, de théâtre et de musique avec Șuie Paparude, Implant Pentru Refuz et Grimus. De son côté, l'ancien complexe militaire de Gurasada Park, à Hunedoara, deviendra espace de concerts les 25 et 26 juillet pendant le Route 68 Summerfest, où joueront Zdob și Zdub, Vița de Vie, Alternosfera, Robin & the Backstabbers, Gojira & Planet H et Blazzaj.

Quant aux fans de hard rock – nombreux en Roumanie –, ils pourront profiter de plusieurs festivals à Sibiu, Suceava, Bucarest et Râșnov. La neuvième édition d'ARTmania, qui se déroulera à Sibiu du 4 au 10 août, attend environ 15 000 spectateurs. Il y aura quatre scènes séparées, dont une avec entrée gratuite sur Piața Mare. Parmi les noms confirmés : Therion, Peter Dinklage, ou encore Crematory. Puis ce sera le Rockstadt Extreme Fest 2014, à Cetatea Râșnov, entre le 13 et le 16 août, avec quelques noms « lourds » : Behemoth, Obituary, Sodom, Katatonia, Rotting Christ et les punks de The Exploited.

Autre site historique, Cetatea de Scaun à Suceava, qui servira de scène pour le Bucovina Rock Castle, du 21 au 23 Août. Aux côtés des Américains de Dog Eat Dog et des Irlandais du groupe Nazareth, le spectacle sera assuré par Coma, Ro-

bin and the Backstabbers, Luna Amară, Vița de Vie, The Amsterdams ou encore Alternosfera. A noter une autre session de métal lourd, avec Paradise Lost, Finntroll, Hatesphere, Profane Omen et Tiarra, programmée le 27 septembre à Arenele Romane (Bucarest), lors du Metalhead Meeting 2014.

De quoi satisfaire le jeune public... Même si côté organisation, ce n'est pas toujours simple. « 2014 est une année difficile pour les organisateurs de concerts. Tout d'abord, le nombre d'événements a augmenté, et le public est plus segmenté. Puis, les budgets des sponsors ont diminué, alors que les tarifs des artistes augmentent chaque année. Heureusement, nous bénéficions du soutien des autorités locales et nous avons réussi à maintenir nos partenaires privés », explique Claudiu Stanciu, responsable de la communication chez ARTmania.



A suivre également : le FânFest à Roșia Montană, qui deviendra le centre de l'activisme civique roumain. La neuvième édition propose un mélange pluriculturel entre le 11 et le 17 août, sous le slogan « FânFest cultive la révolution ! ». Selon l'association Alburnus Maior, le festival est « entièrement soutenu par des

volontaires, tous les artistes et les organisateurs s'impliquent bénévolement ». Les coûts sont couverts par des dons individuels et de petites subventions. Une campagne de collecte de 5 400 euros – pour le transport de plus de 25 groupes – a par ailleurs démarré. FânFest mettra en avant les Turcs de Baba Zula, et les Roumains Toulouse Lautrec, Kumm, Implant pentru Refuz, et Luna Amară.

Il y aura aussi du mouvement en bord de mer... Des dizaines de DJ's en vogue animeront le marathon de *dance music* Liberty Parade, entre les stations de Vénus et Saturne, le 26 juillet. A Vama Veche, du 31 juillet au 3 août, dans un autre style, place au folk, avec le festival Folk You! Florian Pittis.

La capitale, plutôt déserte en août, se réveillera doucement à partir de septembre. La crème des jeunes musiciens classiques pourra être écoutée entre le 6 et le 27 septembre lors du concours international George Enescu – qui aurait dû avoir lieu l'an passé –, dont le jury sera composé de noms prestigieux : les violonistes Igor Petrushevski, Pierre Amoyal et Sergey Kravchenko, et les pianistes Jean-Claude Pennetier, Andrei Pisarev et Alan Weiss. Du 17 au 20 septembre, le Festival international d'Arts nouveaux InnerSound combinera la musique contemporaine avec les arts visuels, avec Mercury Quartet (Royaume-Uni), Contempo Quartet (Irlande), Irina Ungureanu et Riccarda Cafilisch (Suisse), ou encore Henry Vega & Jacqueline Hamelink (Pays-Bas).

Enfin, l'esprit balkanique sera à la fête lors du Balkanik Festival, à Grădina Uranus, du 12 au 14 septembre, accueillant le DJ allemand Shantel, le macédonien Kiril Djaikovski, le groupe berlinois Django Lassi, les Polonais de Čači Vorba (gypsy fusion), et les Bulgares Kottaras-hky and The Rain Dogs.

Florentina Ciuvercă



Le monde est ma scène, #la Wallonie est mon foyer

FRANCO DRAGONE

Franco Dragone illumine la planète de ses spectacles hors du commun. Aux côtés de milliers d'autres entrepreneurs, artistes, acteurs, designers et écrivains wallons, il exporte dans le monde entier un talent créatif typiquement belge.

La Wallonie, une ouverture sur le monde.



Wallonia.be



DU THEATRE POUR MONTRER LA REALITE PAYSANNE

Le 11 juin dernier, Gianina Cărbunariu a présenté sa dernière pièce *For sale / De vânzare*, sur la scène du théâtre Odéon à Bucarest. L'artiste dresse une véritable radiographie de la paysannerie roumaine. La thématique principale aborde le rachat ou le fermage des terrains agricoles par les investisseurs étrangers. Mais la pièce traite aussi des problèmes quotidiens rencontrés par les paysans, la vieillesse et le manque d'outillage qui rendent le travail de la terre impossible, ou encore la difficulté d'accéder aux fonds européens. Très bien documenté, le texte s'inspire des entretiens réalisés par la metteur en scène avec des paysans roumains. *For sale / De vânzare* s'inscrit dans le projet global « Hunger for Trade », financé en partie par un programme culturel de l'Union européenne. Lire aussi la chronique de Matei Martin page 80.

Texte : Julia Beurq
Photo : Octavian Tibăr

PELICAM

Depuis trois ans, le Delta l'accueille avec tous ses invités, les bras ouverts. Pelicam, festival international de films sur l'environnement et les hommes, a lieu chaque année à Tulcea, la grande entrée du Delta. Pendant trois jours, à la mi-juin, la ville déroule son tapis vert ; les spectateurs du centre culturel Jean Bart et du Musée d'art, chaque année plus nombreux, savourent des films qui interrogent, émeuvent, secouent. Le Delta s'en souvient encore. Plus d'infos sur www.pelicam.ro. L.C. Photo : Julia Beurq



KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

La banque industrielle et commerciale de Chine finance le projet nucléaire roumain

Le vice-premier ministre roumain, Liviu Dragnea, a annoncé que la Banque industrielle et commerciale de Chine (BICT) s'est mis d'accord avec le gouvernement de Bucarest pour financer la construction de deux nouveaux réacteurs à Cernavodă, le pôle nucléaire de Roumanie. La valeur de cet investissement dépassera 10 milliards d'euros ; le directeur exécutif de la banque chinoise, Jiang Jianqing, a affirmé prendre en compte également l'ouverture d'un bureau en Roumanie. La plus grande banque au monde est déjà implantée en Europe avec un bureau en Pologne. Le projet nucléaire roumain de Cernavodă avait été évalué dans un premier temps à 6 milliards d'euros, et devait démarrer en 2010. Mais il a ensuite été abandonné

suite au désistement de six investisseurs intéressés. Ils ont accusé l'instabilité du marché économique du pays. Les deux derniers investisseurs qui étaient restés dans la course, l'italien ENEL et Arcelor Mittal Roumanie, se sont retirés eux aussi fin 2013. A présent, les deux réacteurs en marche de Cernavodă produisent 700 mégawatts chacun, et couvrent 20% de la production d'électricité en Roumanie. Les deux réacteurs supplémentaires qui devraient être construits suite à cet accord sont censés doubler la capacité du site nucléaire.

Wall Street Journal blog (quotidien américain), 23/06/2014

Escrime. Championnats d'Europe : la Roumanie sacrée à l'épée dames

La Roumanie a décroché le titre de championne d'Europe par équipe à l'épée dames en dominant difficilement la Russie, championne du monde en titre, sur le score de 38 touches à 34 lors des championnats d'Europe d'escrime, à Strasbourg. Vice-championnes d'Europe l'année dernière, à Zagreb (Croatie), les Roumaines ont remporté leur cinquième titre européen à l'épée depuis 2006. Menée par Ana Maria Brânză, la vice-championne olympique de 2008 et championne d'Europe 2013, la Roumanie a livré une rude bataille pour conquérir cette nouvelle médaille d'or avec une équipe composée de Simona Pop, Simona

Gherman et Maria Udrea. Si le score a été serré durant une grande partie de la rencontre, ce sont les Russes qui ont globalement fait la course en tête pendant les sept premiers relais de cette finale. Mais elles ne sont jamais parvenues à vraiment creuser l'écart. La médaille de bronze est revenue à l'Italie qui s'est offert la peau de l'Estonie, championne d'Europe en titre lors de la petite finale pour la troisième place (45-42).

Ouest France (quotidien français), 12/06/2014

Roumanie : les khans historiques de Bucarest renaissent de leurs cendres

Jadis passages obligés pour les marchands descendant à Bucarest, les khans aux allures orientales du centre historique de la capitale roumaine reprennent vie après des décennies d'abandon, grâce à d'ambitieux projets de rénovation. Semblables aux caravansérails disséminés à travers l'Empire ottoman et au-delà, les khans de Bucarest ont fleuri aux XVIIIème et XIXème siècles dans cette ville charnière entre l'Orient et l'Occident (...). Lieu d'échanges, les khans ont contribué au développement de la ville car « les marchands étrangers ou roumains qui revenaient de leurs voyages ont importé des idées architecturales modernes, s'attachant à particulariser notamment les façades », explique à l'AFP l'historienne de

l'art Cezara Mucenic. Ces constructions fortifiées, comportant des enclos pour les chevaux et les bêtes de somme, des magasins au rez-de-chaussée et des chambres au premier étage, se sont petit à petit transformées en hôtels plus confortables. Demeurés des repères de la ville, les khans ont cependant dû affronter pendant des décennies l'incurie des autorités et ont échappé de justesse à la folie destructrice de l'ancien dictateur communiste Nicolae Ceaușescu (...)

Direct Matin (quotidien gratuit français, avec l'AFP), 02/06/2014



Où trouver Regard ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

UNE MOLDAVIE EUROPEENNE ?

La République de Moldavie vient de signer l’Accord d’association avec l’Union européenne. C’est un grand pas pour cet ancienne république soviétique coincée entre la Roumanie et l’Ukraine, au carrefour de deux civilisations. L’Accord signifie notamment que l’UE allouera plus de 500 millions d’euros pour le développement du pays, mais aussi que Chişinău s’engage davantage dans la réforme de la justice, la lutte contre la corruption et la consolidation de ses institutions. C’est bien, mais une adhésion à l’UE, c’est encore mieux, se dit déjà le gouvernement pro-européen de Chişinău. Suite aux fortes tensions qui règnent dans la région, notamment en Ukraine, la Moldavie ne veut plus hésiter entre Ouest et Est. C’est pour cela que le Premier ministre Iurie Leancă espère annoncer très vite la candidature moldave à l’UE. Un souhait qui n’est pas du goût de tout le monde, et surtout de la Russie, qui entretient une propagande anti-UE par l’intermédiaire de nombreuses chaînes de télévision en russe diffusées à travers tout le pays, soutient les mouvements séparatistes dans deux régions moldaves, la Transnistrie et la Gagaouzie, boycotte les exportations des produits agricoles moldaves, et menace de renvoyer chez eux les quelque 200 000 Moldaves travaillant en Russie.

De son côté, l’UE ne se montre pas vraiment enthousiaste. Alors que des pays comme la Roumanie ou la Pologne soutiennent avec ferveur la démarche moldave, d’autres sont plus réticents, estimant que Chişinău devrait faire preuve de patience afin d’obtenir le statut de candidat. Des diplomates occidentaux en poste là-bas affirment que Bruxelles a déjà beaucoup œuvré pour la Moldavie en libéralisant les visas, et en offrant un Accord d’association très généreux. Et les Moldaves, que veulent-ils ? Un récent sondage fait état d’une société divisée. Alors qu’un tiers souhaite le rapprochement avec l’UE, ils ne sont pas moins de 25 % à préférer un rapprochement à l’Union douanière proposée par la Russie, le reste n’ayant pas encore pris de décision. Le gouvernement moldave a commencé une campagne de communication afin de démontrer les bienfaits de l’UE. Mais il doit bouger vite, car des élections législatives sont prévues fin novembre. La mise est d’empêcher le Parti communiste de gagner. Un retour des communistes aux affaires représenterait un éloignement de l’Europe. L’Accord d’association, signé en grande pompe, ne resterait alors qu’un bout de papier sans grande valeur.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Serge Gonvers,
Jacqueline Laye, Bruno Roche

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Béatrice Aguetant, Julia Beurq, Mihaela
Cărbunaru, Florentina Ciuvercă, Carmen
Constantin, Daniela Coman, Nicolas Don,
Dimitri Dubuisson, Petra Gherasim, Matei
Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Luca
Niculescu, Alexandra Pop, Andrei
Popov, Benjamin Ribout, Răsvan Roceanu,
Mihaela Rodină, Michael Schroeder, Ioana
Stăncescu, Marlène Vitel,
Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Thibaut Baron, Julia Beurq,
Şerban Bonciocat, Dimitri Dubuisson,
Corina Eredenta Moldovan-Florea, Stanislas
Krasilnikov / ITAR-TASS / AFP,
Irina Stelea, Octavian Tibăr, Sorina
Vasilescu, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires





**OU BIEN, RENDEZ-VOUS À L'AGENCE CHARLES
DE GAULLE POUR CLIENTÈLE INTERNATIONALE**

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.